

Chambres fédérales :

**“J’veux pas
le savoir”**

Vous connaissez le maître-mot de l’adjudant instructeur : “J’veux pas le savoir.” Vous savez à quel point il est à l’écoute des gens. Or le Parlement se prend pour l’adjudant instructeur du peuple suisse. Il a en effet appliqué la consigne à propos de quelques mandats constitutionnels. Premier exemple. L’inégalité salariale entre hommes et femmes est constitutionnellement interdite depuis 1981. Pourtant elle reste substantielle : 33 o/o de différence en moyenne. L’obstacle principal – en plus de la mauvaise volonté patronale – réside dans la peur des travailleuses de porter plainte. Par crainte des licenciements. Pour contourner cette menace, Yvette Jaggi (socialiste) dépose une initiative parlementaire donnant le droit aux syndicats d’agir en justice dans ce domaine. Complément indispensable d’une réelle application du principe “à travail égal salaire égal”. Eh bien non ! La majorité de droite repousse l’initiative. Elle veut bien inscrire un principe dans la Constitution... du moment qu’il reste théorique. “Donner le droit de plainte aux syndicats, ce serait la mort de la concertation”, dira le radical Heinz Allenspach, le patron des patrons. Concertation qu’ils violent sans complexe quand cela les arrange. Le 60 o/o des travailleuses suisses, qui sont des femmes seules, divorcées, célibataires ou veuves, apprécieront ce “j’veux pas le savoir” national.

Le deuxième exemple concerne le droit de vote des femmes. Introduit au niveau fédéral depuis 1971 (?), il est toujours absent, sur le plan cantonal et communal, dans les deux Appenzell. Pour mettre un terme à cette situation d’un autre âge, une pétition munie de 1830 signatures demandait l’intervention fédérale par le biais constitutionnel. Meunon répondent en chœur les député(e)s de droite en enterrant la pétition. Au nom du fédéralisme et des traditions, le radical H.-R. Früh préconise son classement. Arnold Koller, président du Conseil national, invoque “les traditions vivantes appenzelloises”. “Il faut laisser le temps aux Appenzellois de régler eux-mêmes ce problème. Ce n’est pas à la Berne fédérale d’imposer sa solution”, s’enflamme le libéral François Jeanneret.

Bizarre, bizarre. La Berne fédérale n’a jamais à s’imposer en faveur de droits élémentaires comme le suffrage féminin ou le droit des syndicats à mieux défendre les salariées. De même, il ne faut surtout pas que Berne s’immisce trop en matière de surveillance des prix. Le Parlement en effet vient de démanteler de belle manière la volonté populaire exprimée à ce sujet : “Rentrez dans le rang, j’veux pas le savoir.” En revanche, pour les forages de la CEDRA, la construction d’une centrale nucléaire, le réseau des routes nationales ou le marais de Rothenthurm, tout devient “intérêt national” et la Berne fédérale intervient d’urgence et de tout son poids. En clair : l’“intérêt national” n’est jamais constitué des besoins et des droits de la majorité de la population. C’est l’inverse qui est vrai. Les besoins et privilèges de la classe dominante – ses centrales nucléaires, son armée, ses contrats publics – sont érigés en “intérêt national”. Le Parlement, seul juge de la constitutionnalité de ses actes, est passé maître en la matière. Votre maître !

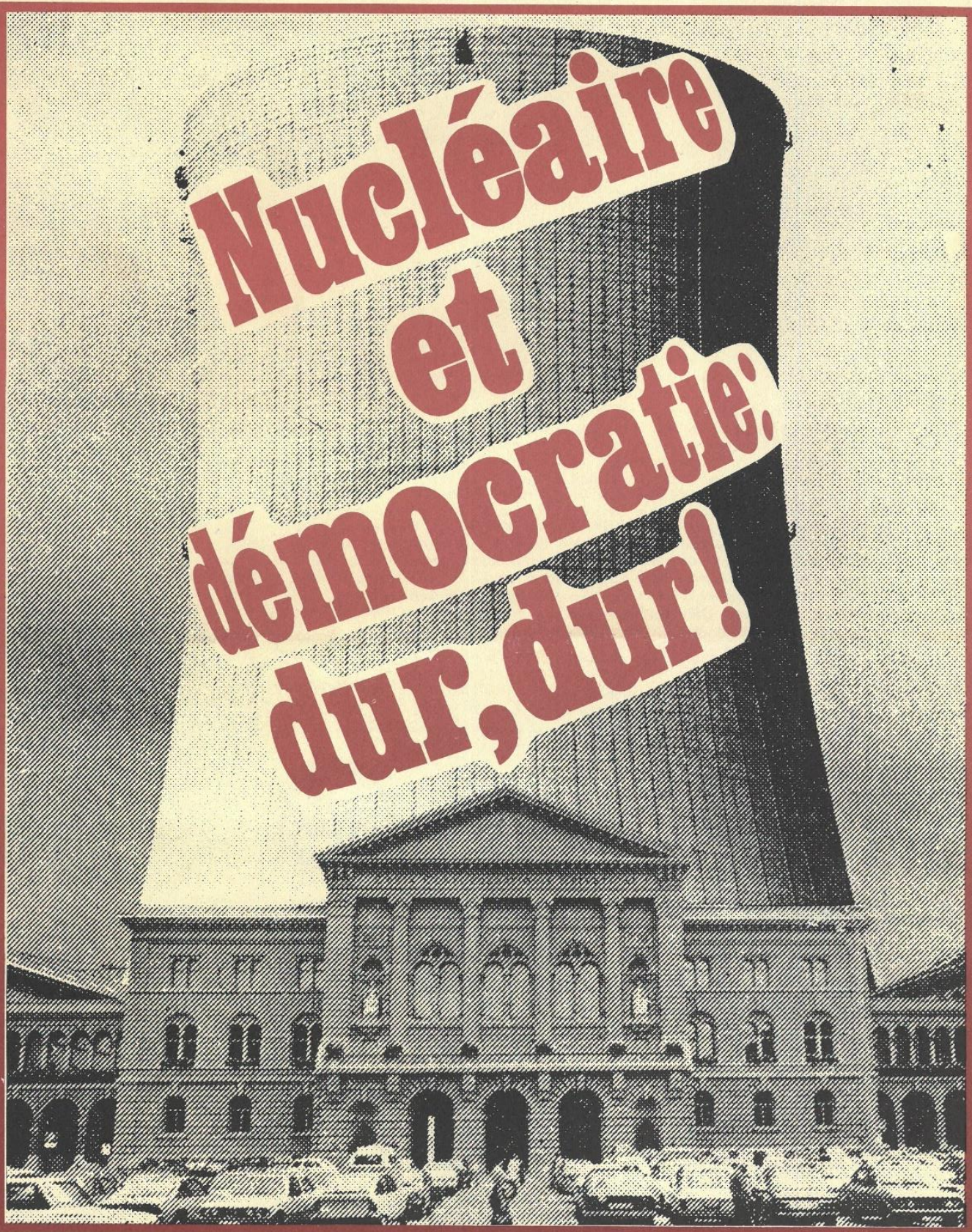
La Brèche

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IV^e Internationale



AFRIQUE DU SUD:

BOYCOTTER L'APARTHEID

Symposium de solidarité Les luttes à l'Est 2/3 novembre, "Chleehus", Berne

Programme

samedi 2 novembre, après-midi :
ouverture, thèmes I et II.

**Crise dans les pays de l'Est —
crise du socialisme ?** Orateurs :
Zbigniew Kowalewski, jusqu'en
décembre 1981 vice-président
de Solidarność de la région de
Lodz; Zagorka Golubovic, grou-
pe "Praxis", Belgrade.

**Expériences des luttes à l'Est :
opposition démocratique, syndi-
cats indépendants, mouvements
pour l'autogestion.** Orateurs :
Zdenek Mlynar, ex-membre du
bureau politique du PC tchèque
et membre fondateur de la
Charte 77, Vienne; Piotr Abovin

Egidès, membre fondateur de la
revue moscovite "POISKI" "Sa-
mizdat", réfugié à Paris; Andras
Hegedüs, ancien Premier mi-
nistre hongrois, aujourd'hui actif
dans l'opposition "populiste-
nationaliste", Budapest; ainsi
qu'un représentant de Solidar-
ność.

samedi soir :

Réunions publiques de discus-
sion. **Pour la paix et l'autoges-
tion : les luttes sociales dans les
pays de l'Est.** Groupes de travail
avec les orateurs/trices, stands
d'information. Fête avec le grou-
pe NANU.

dimanche matin 3 novembre :
thème III.

**Mouvement pour la paix :
même but à l'Est et à l'Ouest ?**
Orateurs : Roland Jahn, Mouve-
ment indépendant pour la paix,
Jena/RDA; Dieter Esche, Initia-
tive Est-Ouest, Berlin.

dimanche après-midi :
thème IV.

**Solidarité avec les luttes en
Europe de l'Est : expériences et
perspectives. Solidarité interna-
tionale : avec qui ? dans quel
but ?** Avec des représentant(e)s
du groupe de travail Est-Ouest
du Conseil suisse pour la paix,
des Comités de solidarité socia-
liste avec les opposants des
pays de l'Est, et de la revue
"Gegenstimmen" (Vienne).

Traductions simultanées en fran-
çais et en allemand.

Renseignements : Symposium
Europe de l'Est, case postale
1089, 3001 Berne, tél. : (037)
71 59 58.

Inscriptions : Fr. 30.— (ét. appr. :
Fr. 20.—) donnant droit à une
entrée et de la documentation
(contribution des orateurs). CCP
30-22137-3.
Soutien financier : bon de soli-
darité à Fr. 100.—.

Ce symposium est soutenu par
de nombreuses organisations de
solidarité, pacifistes, syndicales
ou de gauche.

LETTRÉ OUVERTE À RADIO ACIDULE

Cher(e)s ami(e)s,

Nous avons découvert dans la presse (la *Voix Ouvrière*
en l'occurrence) le programme des débats que Radio
Acidule (radio locale de gauche essentiellement gérée par
le PS et le POP, réd.) entend consacrer aux élections com-
munes de Lausanne.

Nous constatons que la manière dont les différents
partis, et en particulier les partis de gauche, sont traités
est totalement inégale et arbitraire.

Ainsi le Parti socialiste et le POP sont invités à 5 des
6 débats, les libéraux et les radicaux à 3 d'entre eux, alors
qu'AD et le PSO ne sont invités qu'à 2 de ces débats. De
plus le choix des thèmes sur lesquels chaque parti est
convié à s'exprimer est particulièrement arbitraire. Le
POP et AD ont chacun lancé une pétition pour un abon-
nement vert pour les TL; mais seul le POP prendra part au
débat à propos des transports publics. AD et le PSO ont
pris part à de nombreuses activités concernant l'urba-
nisme : référendum Grand St-Jean, référendum contre la
démolition des Terreaux Jumelles, aujourd'hui contre-
proposition pour un aménagement harmonieux de la
vallée du Flon. Mais ni l'un ni l'autre ne sont invités à
s'exprimer sur l'urbanisme lausannois.

Nous pensons qu'un principe élémentaire de démocratie
et de **déontologie journalistique** devrait être de traiter sur

un pied d'égalité les partis qui prennent part aux élections.
C'est d'ailleurs ainsi qu'a agi Radio L par exemple, en
accordant à chaque parti exactement les mêmes possibilités
de s'exprimer. De plus Radio Acidule se veut de gauche et
s'est toujours fixé comme objectif de donner la parole à
ceux qui d'habitude ne l'ont pas. En l'occurrence, vous
faites exactement le contraire en privilégiant les partis
actuellement présents au Conseil communal au détriment
des nouvelles formations politiques.

Vous avez ainsi fait le choix de transformer à cette
occasion Radio Acidule en la "radio officielle" du Parti
socialiste et du POP. Vous placez ainsi des intérêts politi-
ciens et partisans au-dessus du devoir d'information objec-
tive. Et vous rendez un bien mauvais service à Radio Aci-
dule : ce n'est certainement pas en devenant la "Pravda"
de la gauche traditionnelle qu'elle a une chance d'élargir
son audience, mais bien en s'ouvrant à la pluralité des
points de vue et des démarches.

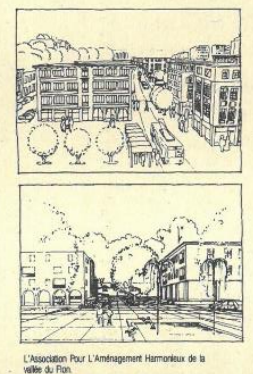
Recevez, cher(e)s ami(e)s, nos meilleures salutations.

Pour Alternative démocratique (AD)
Pierre Agthe

Pour le Parti socialiste ouvrier (PSO)
Jean-François Marquis

Aménagement du Flon : une chance à ne pas manquer

Critique du plan d'extension officiel « Gare du Flon »
et proposition d'une autre solution.



Cette brochure de l'Association
pour l'aménagement harmonieux
de la vallée du Flon vient de paraî-
tre. Elle contient une critique du
projet officiel et un projet alter-
natif. 47 pages. Fr. 7.—. En vente
dans nos librairies et nos locaux.



DRÔLE DE GUERRE ?

Depuis lundi 14 octobre, 5000
hommes sont mobilisés dans le canton
de Genève pour un grand exercice. Le
thème : la situation internationale est
très tendue, les grèves et les émeutes
se multiplient, des terroristes sèment
l'instabilité. La protection civile est
également engagée. Pour protester
contre cet exercice, dont la fonction
d'embrigadement est pour le moins
évidente, la section genevoise du PSO
a publié le communiqué suivant :

**"Le Parti socialiste ouvrier proteste
vigoureusement contre les manœuvres
militaires qui se déroulent actuelle-
ment dans notre ville.**

**L'occupation militaire d'une partie
de la ville est dangereuse à plus d'un
titre :**

— **directement** car la présence de
soldats fatigués par le manque de som-
meil et équipés de munitions de guerre
peut mettre en danger des vies hu-
maines;

— **indirectement** car leur scénario
— **prévoyant notamment des attaques
terroristes contre Genève — ne fait que
susciter la crainte et la peur auprès de
la population et, par là, les réflexes
xénophobes et nationalistes.**

**C'est pourquoi le PSO demande le
retrait immédiat de la troupe de la
ville."**

Ajoutons d'autre part que, dans le
cadre des grandes manœuvres Tornado,
deux accidents ont eu lieu à moins de
deux heures d'intervalle. Deux véhi-
cules militaires sont sortis de la route
sur le même itinéraire, celui du col du
Susten. Le bilan : trois morts, cinq
blessés. Ces accidents, survenus dans la
nuit du dimanche 13 octobre au lundi,
sont vraisemblablement dus à la
fatigue des chauffeurs. Pour l'année en
cours, huit autres soldats ont trouvé la
mort dans des circonstances sem-
blables.

L'armée tue. En 1983 : 37 décès au
total. C'est un scandale permanent.
Raison de plus pour la supprimer.

La Brèche

AFRIQUE DU SUD

soirée d'information animée par le pasteur Pierre Quinche
avec la projection du film **LA FIN DU DIALOGUE**
YVERDON, jeudi 24 octobre, 20h 15
Cercle ouvrier, 3, quai de la Thièle
Organisation : Magasin du Monde, Yverdon.



SOMMAIRE

EDITORIAL

Chambres fédérales : "J'veux pas le savoir" 1

POLITIQUE

Energie nucléaire et démocratie : une longue 3

guérilla

Déchets nucléaires : le Conseil fédéral passe 3

outre. Interview de Michel Renaud

Fusion PST — PSA : une dot en forme de postes 8

Elections genevoises : gare aux secousses ! 8

SOCIAL

L'armée en Suisse (4) : de la défense nationale 4

à la générale

Capitalisme et crise 4

CFF et sécurité : le stress augmente 5

Neuchâtel : Conseil d'Etat réveillé 5

DOSSIER

URSS : la classe ouvrière soviétique aujourd'hui 6-7

Entretien avec T. Samsanowa, militante pour 7

les droits de l'homme

INTERNATIONAL

Achille-Lauro : logique du totalitarisme 9

Congrès du Labour : sur fond de crise 9

AFRIQUE DU SUD : "Le boycott doit être 10

total." Entretien avec Indres Naidoo, membre 10

de l'ANC

CULTURE

Débat pour une presse alternative 11

L'ÉVÈNEMENT

SIDA : maladie spectacle 12

abonnez- vous

Abonnements à La Brèche :

une année, enveloppe ouverte 55.—

une année, enveloppe fermée 65.—

une année, étranger (Europe) 80.—

abonnement de soutien 100.—

abonnement d'essai (7 num.) 13.—

(au lieu de 17 fr. 50)

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10-25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne, 021/20 98 49

Éditeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique
vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91

case postale 82, 1020 Renens VD 1

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon



MANIFESTATION de soutien aux requérants d'asile zairois LAUSANNE mardi 22 octobre, 18h Chauderon

**"La décision des autorités fédé-
rales d'expulser bon nombre des
demandeurs d'asile frappe plus par-
ticulièrement les requérants zairois
qualifiés à tort comme étant des
réfugiés économiques.**

**Ce jugement erroné et malveil-
lant envers les Zairois ignore la
réalité du régime corrompu et
tyrannique de Mobutu, régime
caractérisé par l'oppression, la ré-
pression et la terreur d'un parti
unique.**

**Pour tout Zairois, le fait d'avoir
demandé l'asile, quel que soit son
mobile, est un acte politique inac-
ceptable et répréhensible pour le
pouvoir en place au Zaïre.**

**Voilà pourquoi, refouler dans
son pays un Zairois qui a demandé
l'asile en Suisse, c'est l'exposer à
des dangers réels et à des menaces
évidentes dont les conséquences
prévisibles sont : l'arrestation, l'em-
prisonnement et la torture.**

**Pour sensibiliser l'opinion pu-
blique et attirer l'attention des
autorités sur cette situation, nous
organisons une MANIFESTATION
le mardi 22 octobre dès 18h (dé-
part Place Chauderon). La manifes-
tation est patronnée par SOS-
Asile Vaud."**

Groupe zairois de réflexion
sur les causes et les conséquences
de demande d'asile des Zairois



Editions Veritas, case postale 355,
8031 Zurich, 1983. 185 p. Fr. 24.50.

Eternit:

**POISON
ET DOMINATION**
Une multinationale de l'amiante



Energie nucléaire et démocratie :

Si en surface le temps des grands mouvements populaires contre l'énergie nucléaire paraît passé, la persistance obstinée des protestations des populations directement touchées rappelle que la lutte antinucléaire est une longue guerre entrecoupée de longues trêves (voir ci-contre). Mais la mobilisation resurgira ici ou là, à nouveau; au prochain gros couac du genre de l'accident de Three Mile Island (1979), ou si on recommence les travaux à Kaiseraugst alors que la population bâloise a approuvé spectaculairement l'initiative antinucléaire rejetée le 23 septembre 1984 sur le plan national par une majorité bien courte après tout.

Le mouvement antinucléaire n'a pas réussi à empêcher le développement des centrales nucléaires, mais il l'a nettement freiné, dans une mesure au moins égale au freinage dû à la récession. Et des victoires locales significatives ont été remportées. Le mouvement peut en remporter d'autres demain. Seul un sentiment d'impuissance populaire profond causé par une série de défaites amples et brutales assurerait la paix au lobby nucléaire.

Les déchets radioactifs sont si durables et si dangereux qu'il faut les isoler des vivants pendant des siècles. C'est un casse-tête absurde qui inquiète et indigne à juste titre les gens depuis des années. Certes l'industrie nous garantit une isolation sûre pendant des siècles, voire des milliers

Une longue guérilla

d'années, au fond de l'océan ou dans des roches. Si tout se passe bien. En enchaînant des paris sur la stabilité des roches, l'immobilité des eaux, sur la raison, le calme et le souvenir des trente ou quarante générations futures. Alors que l'histoire de la nature est une suite de bouleversements et celle des hommes malheureusement un feuilleton pour le moins mouvementé.

Le lobby nucléaire, marié à l'Etat, peut se lamenter que "L'histoire récente de l'énergie nucléaire est dominée par le phénomène frustrant des objections publiques et politiques qui nous privent de l'entière de ses avantages, soit en l'empêchant carrément, soit en opposant aux programmes nucléaires des obstacles qui leur font perdre du temps et de l'argent. De tous ces obstacles, la nécessité de prouver que des moyens sûrs pour éliminer définitivement les déchets existent est le plus persistant, peut-être avec quelque justification." (Nuclear News, avril 1984, p. 110.)

Ces Messieurs regrettent vivement qu'on ait renoncé, peut-être définitivement, au rejet de déchets faiblement radioactifs en mer. Que dans un de leurs propres scénarios ces rejets engendrent une dose totale d'exposition annuelle de 280 000 sieverts-personnes leur paraît négligeable puisque la radioactivité naturelle de l'océan engendre une exposition de 300 000 sieverts-personnes par an. Mais la radioactivité naturelle provoque un certain nombre de cancers. On nous propose donc d'en rajouter une fois autant.

Dans tous les pays les résistances des populations et des autorités régionales et locales ont contraint à instaurer des procédures labyrinthiques d'étude, présélection, exploration, sélection, sélection finale de sites et de consultation des collectivités locales. Sous la poudre aux yeux qui veut faire croire qu'on est prudent, perfectionniste et démocratique, on s'aperçoit vite que l'Etat central s'est réservé plein pouvoir pour imposer le site et la solution de son choix. Mais le lobby nucléaire a le temps. Le faible volume des déchets, la réduction brutale des capacités installées par la récession (comparées aux programmes projetés), la facilité de l'entreposage provisoire à la centrale lui laissent des années. Des années pour une vaste opération de relations publiques, pour tenter d'avoir les gens à l'usure, à la confusion, à l'accoutumance aux faits accomplis petit à petit, ou carrément à la corruption par des avantages financiers, manoeuvre de plus en plus utilisée, avec succès.

C'est une longue guérilla exigeant patience et vigilance que nous avons devant nous.

Robert Lochbead

Déchets nucléaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL PASSE OUTRE

* ENTRETIEN AVEC MICHEL RENAUD, *
MEMBRE DU CADO

L'entreposage des déchets nucléaires suscite une forte opposition populaire. La commune d'Ollon, dans le canton de Vaud, en est un exemple parlant. Choisie par la CEDRA (Société coopérative nationale pour l'entreposage de déchets radioactifs), avec d'autres, comme lieu possible pour une future poubelle nucléaire, la commune d'Ollon voit sa population se mobiliser fortement contre cette perspective. Avec quelques succès. Le Conseil fédéral vient pourtant de rendre une décision autorisant la CEDRA à y réaliser des forages. Nous en avons discuté avec M. Michel Renaud, municipal socialiste d'Ollon et membre du comité du CADO (Comité anti-déchets Ollon).

La Brèche : La région d'Ollon connaît depuis plusieurs années un mouvement populaire important contre les sondages de la CEDRA ?

Michel Renaud : Dès que la population d'Ollon a eu connaissance du projet de la CEDRA, il s'est rapidement créé un mouvement d'opposition structuré dans le CADO. Après une année de lutte, nous avons fait une consultation populaire sur le plan communal. Avec 70 o/o de participation, le taux de rejet des projets de la CEDRA a atteint 98 o/o. On peut donc vraiment parler d'une opposition populaire.

* En septembre 1984, le peuple vaudois refusait, avec une majorité de 70 o/o, la possibilité pour la CEDRA d'entreprendre ses travaux à Ollon. Mais le Conseil fédéral lui a malgré tout accordé l'autorisation de procéder à quelques forages. Quel est votre jugement face à cette décision ?

— C'est d'abord une décision ambiguë qui suit l'habituel système du compromis. Dans ce cas particulier, on aurait envie de dire : "On a mis des restrictions sévères à la CEDRA puisque, en comparaison avec le programme initial, on leur donne beaucoup moins." Mais en réalité il y a plusieurs risques. Officiellement, on nous a toujours dit que les travaux seraient exécutés simultanément sur les trois sites. Les travaux complets : galeries et cavernes, car c'est ça qui est important. Or la décision du Conseil fédéral ne concerne que les plus petits de ces forages, et cela seulement sera fait simultanément. Ce qui fait que ces travaux prennent, sur le plan pratique, des proportions beaucoup plus envisageables. Mais, suite à ses premières investigations, le Conseil fédéral pourra accorder à la CEDRA l'autorisation de continuer à forer, de faire réellement les grandes galeries et cavernes sur un des sites seulement.

Mais le danger principal, à mon avis, est le suivant. Avec cette décision, le Conseil fédéral tente d'adoucir l'opposition en ne parlant que des petits forages. Il reste cependant entièrement maître pour donner le feu vert à la suite des opérations. On peut donc très bien imaginer que seul le calendrier des travaux est modifié alors que l'essence du projet de la CEDRA n'est pas touchée. Les requêtes de la CEDRA demeurent dans leur entières. Certes, au niveau du droit, la CEDRA ne peut faire que de petits forages à Ollon. Mais il suffit de quelques signatures, pour l'obtention desquelles la commune n'a absolument rien à dire, pour qu'on aille plus loin. Cette façon de faire s'apparente à une politique que je qualifierais de "politique des ron-

delles de saucisson". On procède par petites tranches jusqu'au moment où on nous dira : "Ecoutez, on a fait beaucoup trop, il faut maintenant aller jusqu'au bout." Quant à nous, notre opposition est aussi totale qu'avant la décision du Conseil fédéral.

* Les autorités évoquent la Commission de surveillance où les populations concernées auraient leur mot à dire ?

— Oui, justement, parlons-en. Il y a une autorité de surveillance formée exclusivement de gens appartenant au Département fédéral de l'énergie. Ce sont eux seuls qui décident du oui ou du non à une poursuite des travaux ou qui jugent une exécution conforme ou non. Il y a d'autre part cette commission de surveillance qui a accès à des documents. Il est difficile de dire si elle a accès à tous les documents. Ce n'est pas évident. Cette commission est formée de sept personnes : quatre personnes du Département fédéral de l'énergie, un membre du sous-groupe Géologie du Groupe de travail de la Confédération pour la gestion des déchets nucléaires, deux personnes désignées par le canton qui peut déléguer à la commune. Cela signifie que le délégué communal et le délégué cantonal n'ont strictement aucun pouvoir de contrôle sur cette affaire. Les res-

pensables de la CEDRA nous ont pourtant toujours dit, qu'à tout moment, le canton et la commune auraient un droit de regard total, avec pouvoir d'intervenir, sur tout ce qui se fait sur le site d'Ollon. C'est un mensonge de plus; les Vaudois et les habitants d'Ollon n'auront aucun pouvoir sur ces travaux.

* Qu'allez-vous faire maintenant que toutes les voies légales sont épuisées ?

— Toutes les voies légales ne sont pas épuisées. Il y a deux procédures possibles qui appartiennent à deux façons de s'opposer. Sur le plan légal tout d'abord. Il y a toute une procédure de mise à l'enquête : loi sur l'aménagement du territoire, sur la police des constructions, etc. La CEDRA ne peut pas faire n'importe quoi sur un terrain, même avec l'aval de la Confédération, sans obtenir du canton et de la commune les autorisations nécessaires, sans déposer les plans de détails. Bref, sans constituer un dossier qui pour l'instant n'existe pas. Si la CEDRA n'obtient pas ces autorisations locales, elle ira à l'expropriation selon le droit que lui offre la loi fédérale sur l'énergie nucléaire. Il va sans dire qu'il y a là des possibilités de retarder les procédures. Or le temps travaille pour nous. En retardant au maximum, on peut mettre en évidence toutes les failles du projet de la CEDRA.

Mais on peut également recourir à une espèce de politique "d'intimidation". C'est-à-dire : montrer que la population n'en veut toujours pas de ce dépôt. Car sur le fond, la décision des autorités sera politique. Aussi doit-on saisir toutes les occasions pour manifester notre opposition... et créer quelques difficultés à ceux qui voudront entreprendre les travaux. En somme, il s'agit de décourager ceux qui devront les réaliser.

Propos recueillis par
P. Girardet

LA CEDRA...

"ON L'ATTEND!"



CADO Comité Anti-Déchets Ollon
1867 - Ollon case postale 1 C. C. P. n° 18' 3988

L'armée en Suisse (4) :

De la défense nationale à la générale

Avec ce quatrième article de notre série sur la défense nationale, l'auteur aborde la crise des valeurs traditionnelles. Malgré un consensus qui reste solide, quelques fissures apparaissent devant les notions de patrie et de nation. En particulier au sein de la jeunesse. Pour répondre à ce problème (entre autres), la bourgeoisie et la hiérarchie militaire ont mitonné, dès les années septante, le concept de défense générale. Tous les secteurs de la société y sont pris en compte. Une raison de plus pour faire aboutir l'initiative Pour une Suisse sans armée.

"Le XX^e siècle (...) s'achève dans un désordre économique, politique, intellectuel et moral. Nous voyons bien ce qui s'écroule, mais nous ne savons pas encore ce qui se prépare. La menace sur notre sécurité peut aussi bien venir de la destruction d'un ordre économique, politique et moral auquel nous appartenons que de la construction de ce nouvel ordre international ou de cette "nouvelle société" dont les révolutionnaires de toutes tendances, les savants et plus encore les technocrates nous annoncent l'avènement"¹, s'inquiète Jacques Freymond, directeur honoraire de l'Institut universitaire de hautes études internationales. Il est vrai que l'époque où "l'école de la nation" exerçait une influence "formatrice" sur les jeunes générations s'est lentement estompée. C'est pourquoi l'armée demande à des sociologues d'étudier la crise des valeurs traditionnelles et les moyens d'y faire face. Peu connues, ces études méritent néanmoins l'attention.

Distanciation et contestation

La crise des valeurs a de nombreux aspects et de multiples nuances. Elle s'exprime dans une situation politique interne qui voit la droite marquer de nombreux points. Aussi la crédibilité de la défense nationale est loin de s'en aller en fumée.

Cependant la jeunesse, cette future chair à canon, est le secteur le plus sensible. Dans une étude de K. Haltiner², de l'Institut de sociologie de l'Université de Berne, il apparaît que, dans la catégorie des jeunes de 20 à 29 ans, seuls 46 o/o estiment que la Suisse est capable de se défendre, tandis que 54 o/o donnent des réponses inconsistantes ou négatives. 40 o/o de ces jeunes pensent que l'armée n'est pas un "symbole de notre liberté et indépendance"; 21 o/o que la Suisse "ne mérite pas particulièrement d'être défendue"; 27 o/o que la

résistance non violente est préférable à la défense militaire. Le mouvement pour la paix rencontre une certaine sympathie. 84 o/o estiment qu'il s'agit d'une réaction spontanée de citoyens inquiets.

Quels sont les facteurs de changement d'attitude chez les jeunes? Haltiner souligne :

- * l'atomisation des individus;
- * la conscience de la relativité de certaines valeurs, telles que nation et patrie;
- * le conformisme (ordre, tranquillité et obéissance) s'estompé;
- * des "idéaux" soulignant l'autonomie individuelle, la "spontanéité et l'autodétermination", stimulant l'idée d'une société égalitaire, dans laquelle régnerait "la solidarité, l'humanisation, la participation et la démocratisation";
- * une perte de confiance dans la capacité de la science, la technique et la politique actuelles de résoudre les grands problèmes de la société;
- * la dissolution des loyautés traditionnelles, conduisant à un engagement politique en dehors des canaux habituels.

Les institutions les plus touchées sont celles structurées hiérarchiquement et qui ne démontrent pas une utilité sociale évidente³.

D'autres couches de la population sont également touchées. Ainsi, selon Haltiner, les femmes sont, dans toutes les catégories d'âge, plus contestatrices à l'égard de l'armée que les hommes. Par ailleurs, il souligne un phénomène de distanciation et de relativisation à l'égard de l'institution militaire. Deux facteurs se conjuguent : le scepticisme sur la capacité de défense vu l'existence de l'arme atomique et une perception plus rationnelle de l'armée. A ce sujet, 44 o/o des personnes consultées estiment que "l'engagement pour la défense nationale dépend de ce que le pays fait pour chacun". Cette relativisation permet de comprendre, entre autres, pourquoi un marais devient plus important

qu'une place d'armes (Rothen-thurm), les économies sur les dépenses militaires sont préférées à celles dans le domaine social, le nombre de refus de servir augmente.

Défense générale

Les craintes exprimées par le professeur Freymond et la crise des valeurs traditionnelles ont beaucoup contribué à la naissance de la doctrine dite de la "défense générale". Depuis 1973, la Confédération a mis sur pied ce nouveau concept idéologique. Le but est d'assurer à la fois un encadrement maximum de la population civile et une direction politico-militaire dotée de pouvoirs exceptionnels en cas de crise. Cela est cohérent avec la perception qu'a la bourgeoisie des risques de "guerre indirecte", c'est-à-dire d'une contestation massive de son pouvoir par "ceux d'en bas" à l'occasion d'une crise. (Voir La Brèche, No 348, 21 septembre 1985.)

La "défense générale" coordonne les mesures de défense économique, l'armée, la protection

civile et l'activité des autorités politiques. Afin de ne rien laisser au hasard, des services sanitaires, de presse, d'aumônerie, etc., ont été créés et coordonnés. Du jour au lendemain, les civils engagés dans ces secteurs peuvent être mobilisés par un ordre de marche. Leo Schürman, directeur général de la Télévision suisse, a ainsi pu déclarer : "Une partie importante de nos collaborateurs est intégrée militairement dans la division Presse et Radio."⁴

Mais la hiérarchie militaire n'est pas encore satisfaite. Les efforts accomplis sont pour elle encore insuffisants. Le divisionnaire Gustav Däniker en rajoute : "... la jonction entre la défense générale et toutes les institutions qui assurent la normalité de la vie quotidienne devra devenir plus étroite..."⁵

En cas de crise, il est prévu que l'état-major de défense générale sera assumé par un Conseil fédéral disposant des pleins pouvoirs et travaillant en étroite collaboration avec la hiérarchie militaire.

La sociale-démocratie participe très activement à la mise sur pied de cette institution parallèle aux

aspects totalitaires, dont un des objectifs est la militarisation de la société.

Il n'est donc pas trop tôt pour combattre cette doctrine qui fait rêver nos galonnés. Le récent scandale qui a frappé l'Office central de la défense reflète le malaise que suscite cette option. Mais du rêve autoritaire à sa réalisation, il y a une marge. L'initiative Pour une Suisse sans armée en est d'autant plus utile et importante.

A. Meylan

1. "Menaces sur notre société". In 150 ans de Société suisse des officiers. Revue militaire suisse, octobre 1983, p. 27.

2. "Lähmt die Angst vor dem Nuklearkrieg die Widerstandsmotivation?" In Bulletin des schweizerischen Arbeitskreises Militär und Sozialwissenschaft. 1984, pp. 68 et ss.

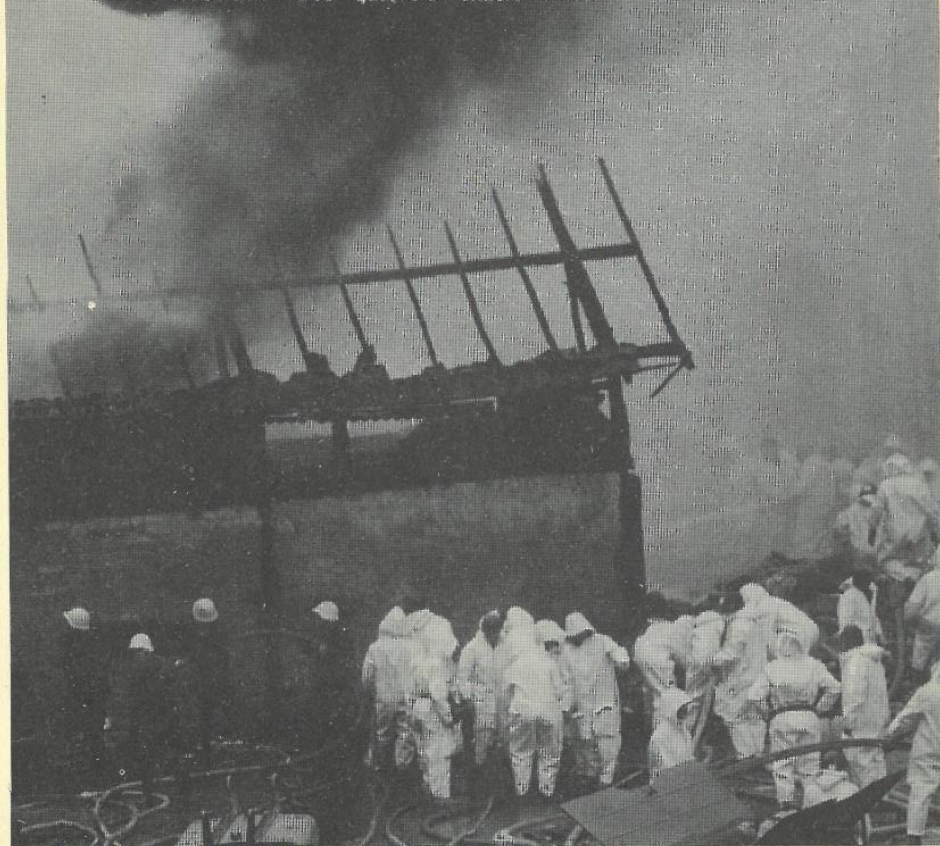
3. Cf. Haltiner. "Die Armee vor der Herausforderung des Wertwandels". In 150 ans..., op. cit., pp. 66 et ss.

4. ASMZ, 3 mars 1985.

5. "Sicherheitspolitik 2000 - zur Strategie des Kleinstaats Schweiz im ausgehenden zwanzigsten Jahrhundert". In 150 ans..., op. cit., p. 41.

AU FEU!

Situation générale : une division mécanisée Orange a attaqué dès l'aube les positions de la division frontalière 2. A Neuchâtel, l'état-major civil et la zone territoriale 16 font face à des troubles et surtout à des bombardements. Des quartiers entiers brûlent



Un exemple d'exercice de défense générale.

CAPITALISME ET CRISE

Etats-Unis : MOINS IL Y A DE GÊNE...

"Une cinquantaine de grandes compagnies américaines n'ont pas payé un centime d'impôt au gouvernement fédéral entre 1981 et 1984, en dépit de bénéfices représentant au total 56 milliards de dollars (140 milliards de francs, réd.) pendant cette période." (Le Matin, 30 août 1985) C'est le résultat d'une étude publiée par une association dénommée Citoyens pour la justice fiscale. Cette organisation, particulièrement bien nommée, révèle également que ces entreprises ont même reçu pendant cette période quel-

que 2,4 milliards de dollars du fisc américain grâce à certaines dispositions légales. Selon ce rapport, la société Boeing & Co. se taille la part du lion : retourne de 285 millions de dollars de la part du fisc entre 1981 et 1984. Son bénéfice durant ces années : deux milliards de dollars ! Cinq fournisseurs du Pentagone ont bénéficié des largesses du fisc : General Dynamics, General Electric, Lockheed, Grumman et Boeing. Trois autres grandes entreprises (Martin Marietta, McDonnell Douglas, Westinghouse Electric) ont eu un

taux d'imposition inférieur à 1 o/o pour la même période. Aussi n'est-il pas étonnant si les évêques catholiques américains ont rendu public, le 6 octobre dernier, un message critiquant sévèrement la "philosophie" de l'administration Reagan. Cette lettre qualifie la pauvreté dans le pays de "scandale moral et social qui ne peut être ignoré". Faudrait peut-être faire passer les riches à la caisse ? Mais c'est contraire à la "morale" reaganienne... Moins il y a de gêne, plus il y a de profits.

Burke

Chemin de fer et sécurité :

LE STRESS AUGMENTE

Lorsqu'un drame du rail survient, médias et faiseurs d'opinion y vont chacun de leur couplet sur les performances des transports publics. Tout juste si certains ne poussent pas un petit hymne au "moins d'Etat". Ils découvrent tout d'un coup les hautes exigences de la sécurité. Fort bien. Ils ont raison... mais feraient mieux d'être aussi exigeants en ce qui concerne la sécurité du trafic routier, infiniment plus meurtrier que le rail. L'accident de Bussigny, le 14 septembre dernier (cinq morts, cinquante-six blessés), a brutalement concentré les feux de l'actualité sur la sécurité des chemins de fer. L'occasion également de se poser la question sur le lien éventuel entre accidents et conditions de travail du personnel des CFF.

Rappelons au préalable quelques faits d'évidence. Depuis 1982, le train est responsable de la mort de 21 personnes et de 232 blessés¹. S'il ne s'agit pas de banaliser l'accident ferroviaire, ces pertes humaines sont sans comparaison aucune avec celles provoquées par la route. Combien de morts sur celle-ci depuis 1982 ? Et combien d'articles de journaux à grand tirage pour exiger des mesures draconiennes contre cette hécatombe ? L'un dans l'autre, on estime que le rail est treize fois plus sûr que la route.

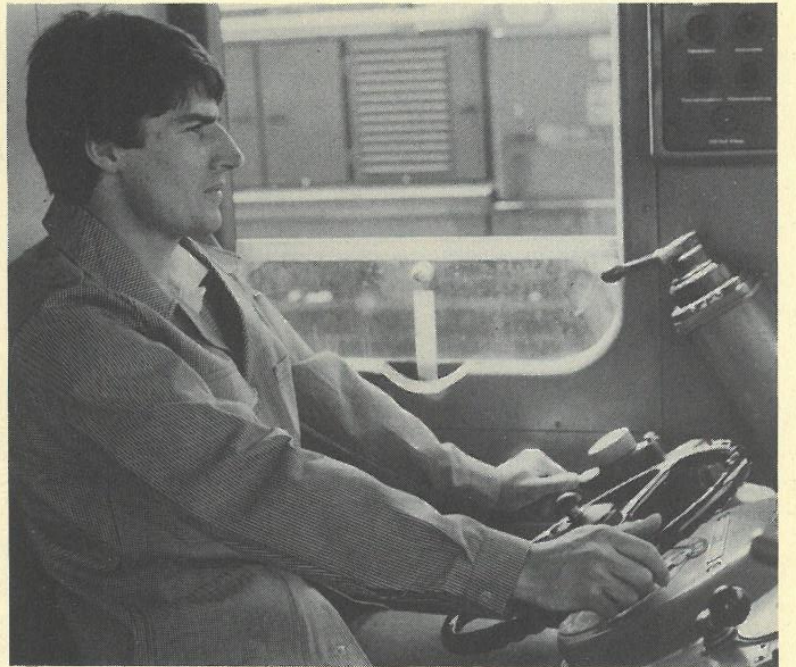
"Comme une épée de Damoclès"

Cependant une autre évidence s'impose elle aussi. Le volume du travail et le stress auquel est soumis le personnel des CFF, et en particulier les mécaniciens de locomotives, ont sérieusement augmenté. L'introduction de l'horaire cadencé, la vitesse supérieure des trains, la densité croissante du trafic, la multiplication et la complexité de la signalisation impliquent une charge de travail bien plus lourde. Quotidiennement, l'ensemble des méca-

ciens doivent interpréter correctement quelque 800 000 signaux... C'est dire la concentration constante dont le conducteur fait preuve. "La peur de la faute est suspendue comme une épée de Damoclès au-dessus du mécanicien", dit René Bucher, vice-président de la Fédération suisse des cheminots SEV (Tages Anzeiger, 26 septembre 1985).

Après l'accident de Bussigny, un mécanicien confie à la *Berner Zeitung*: "La surcharge croissante pour les conducteurs de locomotive pourrait être une des causes de l'accident." Et le journal ajoute: "D'autres employés CFF... sont aussi de cet avis." (1er octobre 1985)

Depuis l'introduction de l'horaire cadencé (1982), la capacité de transport sur l'ensemble du réseau s'est accrue de 21 o/o. Conséquences: diminution des durées prescrites pour effectuer les parcours; augmentation du temps de conduite des mécaniciens (en moyenne 60 o/o de leur temps de travail, auparavant 50 o/o). Dès lors, comme l'explique un méca-



"Une charge à la limite du supportable."

Interfoto

ciens à la *Berner Zeitung*, l'horaire devient obsédant, chaque minute compte. Si, pour une raison quelconque, le départ est retardé de quelques minutes, le mécanicien devra rouler au maximum tout au long du trajet afin de rattraper le retard et respecter l'horaire. Supposons que ce tronçon soit bien garni en signaux (Olten - Zurich, par exemple) et que la visibilité soit mauvaise ! On mesure alors à quelle tension le conducteur est soumis.

Sécurité

Les CFF prendront prochainement une décision pour l'acquisition d'un complément électronique à leur système de sécurité. Car des techniques existent, appliquées en Allemagne notamment, qui auraient empêché l'accident de Bussigny. Le

nouveau système, prévu pour toute la Suisse dans les années nonantes, coûtera entre 60 et 70 millions.

Mais des mesures immédiates peuvent être introduites. Au niveau des conditions et de la durée du travail en premier lieu. Or le blocage du personnel et la diminution à pas de tortue de la durée hebdomadaire du travail ne représentent en tout cas pas des améliorations en la matière. Il est pourtant impératif, en raison de la sécurité entre autres, que la charge "à la limite du supportable" qu'assument les mécaniciens soit sensiblement réduite.

P. Girardet

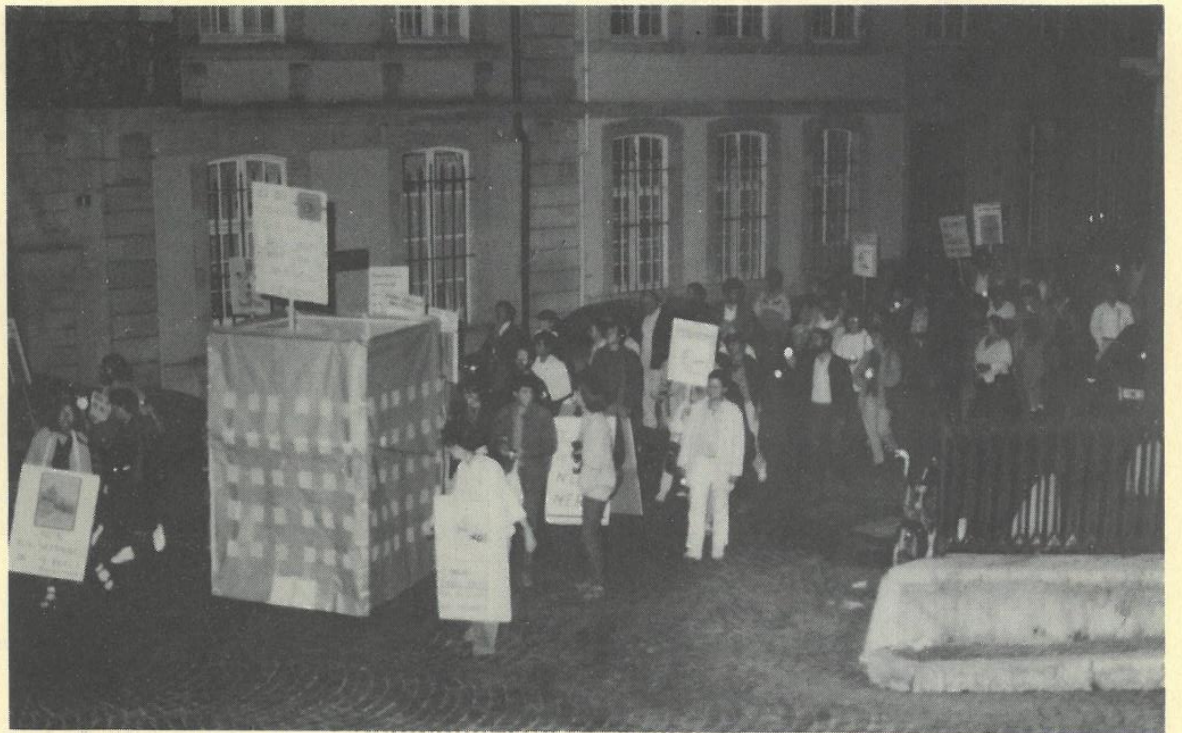
1. Il s'agit là des accidents dont la cause est le non-respect de la signalisation, cause principale d'accidents de chemin de fer.

Neuchâtel :

Conseil d'état réveillé

Neuchâtel, le 1er octobre 1985. "Debout, c'est l'heure, au boulot !" De tels slogans retentissant dans les rues sombres de la vieille ville de Neuchâtel, vers 20h, ont de quoi surprendre les badauds nonchalamment installés sur les terrasses de la place des Halles. Qui veut-on réveiller à cette heure ?

"Thomke, Arnold, au boulot !" clament la centaine de manifestants montant vers le Château. Mais nos bourgeois se scandalisent: "une telle insolence sous nos fenêtres..." S'ils avaient daigné mettre leur nez



La manif de Neuchâtel allant interpellier "l'équipe de nuit" du Conseil d'Etat.

photo la brèche

DU CÔTÉ DE LA FTMH

A la suite du licenciement du vice-président de la commission du personnel d'ETA-Marin (voir *La Brèche*, No 347, 7 septembre 1985), une série de motions syndicales, une pétition et un appel de personnalités ont été lancés pour protester contre cet acte antisyndical. La direction de la FTMH (syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie) ne semble cependant pas l'apprécier, comme en témoigne la lettre suivante :

"Au Comité de l'Union syndicale suisse

Chers collègues,

Différentes sections du SSP, de l'USL et du SLP sont intervenues auprès du Conseil d'Etat neuchâtelois et de la Direction d'ETA à Marin au sujet du licenciement de T., membre de notre fédération.

Or, la FTMH traite le dossier

selon la procédure conventionnelle et elle ne souhaite pas que des fédérations sœurs interviennent par une voie parallèle.

Nous serions dès lors reconnaissants aux fédérations d'inviter leurs sections à ne plus s'immiscer dans cette affaire. Le collègue T. est défendu par son syndicat avec tous les moyens à disposition.

Nous vous remercions de tenir compte de ce qui précède et vous présentons, chers collègues, nos cordiales salutations.

Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie
Le responsable du secteur horloger :
G. Tschumi"

Triste à pleurer quand on connaît les moyens (?) employés par la direction FTMH.

à la fenêtre, ils auraient avalé leur pousse-café de travers. Les manifestants triment une usine en carton surmontée d'une pancarte "ETA cherche esclaves pour travail 24 heures sur 24, sept jours sur sept". Attachés à des laisses, plusieurs "esclaves" portent des pancartes exprimant leur révolte. A 20h15, les manifestants arrivent devant la porte du Château. Ils viennent remettre à l'adresse du Conseil d'Etat, une pétition munie de près de 2200 signatures et d'un appel de 262 personnalités du monde syndical et politique de toute la Suisse. Tous ces signataires demandent au Conseil d'Etat d'intervenir énergiquement à ETA-Marin pour dénoncer les atteintes aux droits syndicaux et exiger la réintégration des personnes licenciées, en particulier le vice-président de la commission du personnel. Ils lui demandent aussi de revoir sa position sur le travail de nuit en

recommandant un non ferme à l'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail) concernant une éventuelle dérogation à la Convention 89 de l'OIT.

Conseillers d'ETA ou d'Etat ?

Les manifestants veulent rencontrer "l'équipe de nuit" du Conseil d'Etat. Mais le huissier qui les reçoit fait observer qu'il est seul, ici, à être présent 24 heures sur 24. Mme Ebel, présidente du Comité travail et santé (CTS) lit un parchemin: "Nous demandons au Conseil d'Etat de ne pas privilégier les intérêts privés de l'entreprise au détriment de l'intérêt général (...) Nous n'avons pas élu des conseillers d'ETA, mais d'Etat." Le document est remis à l'huissier qui le transmettra aux "absentéistes" gouvernementaux.

Le succès de la pétition, récoltée en un mois, s'explique par l'opposi-

tion populaire qui existe au travail de nuit. Les signatures ont été récoltées massivement devant les grandes usines du bas du canton. A Favag, on faisait la queue pour signer. A ETA-Marin, 221 travailleurs/euses ont signé devant l'usine. Tous ceux qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs/euses, mais qui sont prêts à céder aux premières pressions patronales, ne s'en tireront pas à bon compte s'ils restent sourds à l'appel des premiers concernés. Le 19 septembre, le CTS interpellait Kurt Furgler, président de la Confédération, devant l'usine de Marin (voir *La Brèche*, No 349, 5 octobre 1985). Le 1er octobre, il monte secouer "l'équipe de nuit" du Conseil d'Etat. Le 15 octobre, il interpellait M. Arnold à La Neuveville. Les industriels et politiciens partisans du travail de nuit sont condamnés à connaître encore quelques nuits d'insomnie.

P.-Y. Oppikofer

Sous le capitalisme, entre la grande bourgeoisie et le prolétariat, existent de nombreuses couches de la petite bourgeoisie traditionnelle et de la nouvelle petite bourgeoisie. Ces couches élargissent la base sociale de la domination capitaliste et elles offrent à la classe dominante une marge de manœuvre considérable dans sa politique quotidienne. En comparaison, la structure de classe de l'Union soviétique est remarquablement homogène. Avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la collectivisation de l'agriculture, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie de tout genre ont disparu. L'industrialisation a par ailleurs considérablement augmenté la taille de la classe ouvrière. Aujourd'hui, le niveau de prolétarianisation de la société soviétique est probablement le plus haut de toutes les sociétés industrielles. En conséquence, la polarisation sociale y est la plus aiguë, et la base sociale du groupe dirigeant soviétique est probablement la plus faible de tous les groupes privilégiés de toutes les sociétés industrielles. C'est un changement considérable si l'on se rappelle que, il y a encore 55 ans, la classe ouvrière soviétique représentait seulement 12 o/o de la population. (...)

Numériquement elle s'est accrue de 23,9 millions en 1940 à 79,6 millions en 1981 ; en pourcentage de la population active, elle est passée de 36,2 o/o en 1940 à 60,9 o/o en 1982. Mais en fait, le poids réel de la classe ouvrière est supérieur à ce que suggèrent ces chiffres. Tout en admettant que la définition officielle de la classe ouvrière est à peu près satisfaisante, deux groupes sont exclus alors qu'ils ne devraient pas l'être : les paysans des fermes collectivisées et ce que les sociologues soviétiques appellent "l'intelligentsia ouvrière". (...)

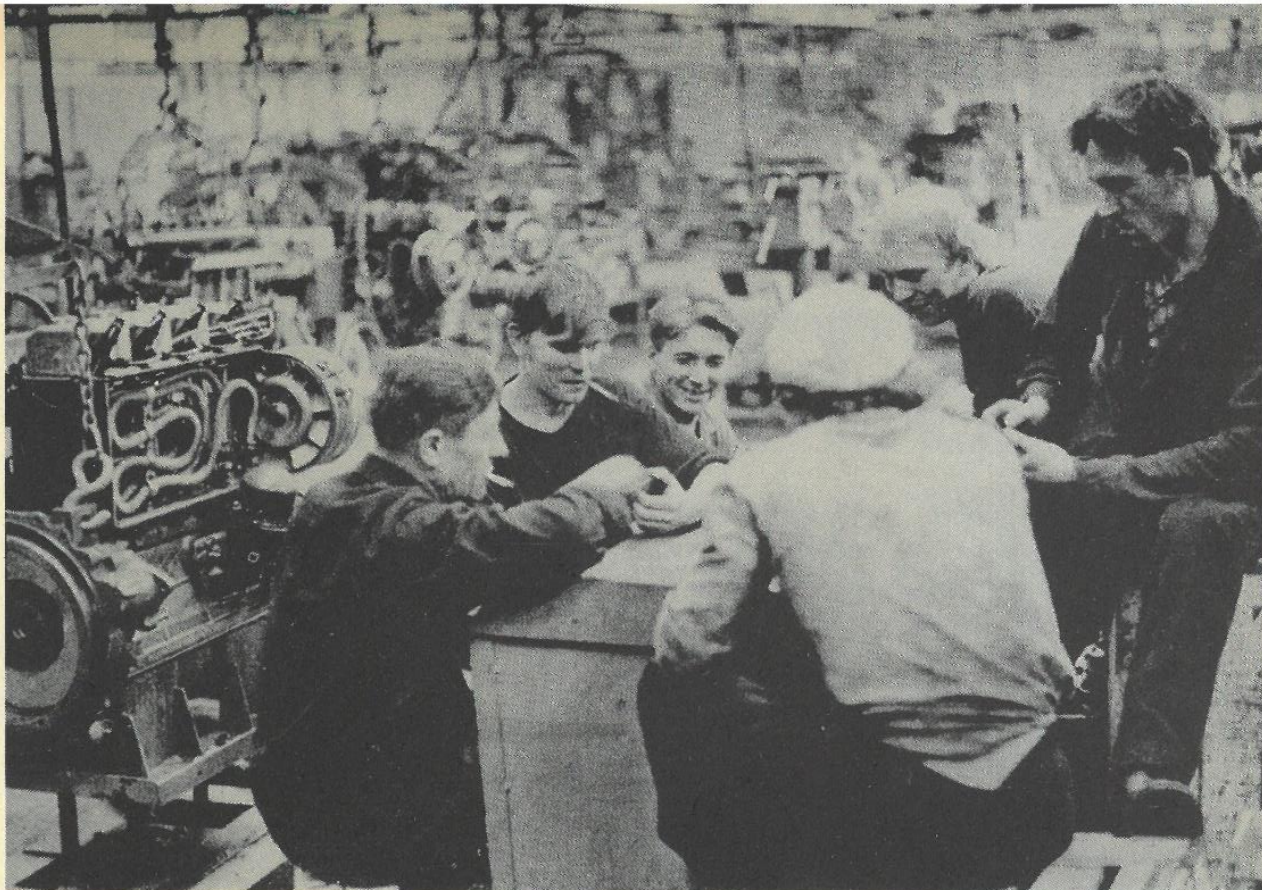
Avec l'absence du fétichisme de la marchandise, le haut niveau de prolétarianisation rend plus apparentes les relations sociales et place l'élite dirigeante soviétique dans une situation désavantageuse en comparaison des groupes dirigeants d'autres pays. Le poids social important et grandissant de la classe ouvrière donne à celle-ci plus de possibilités que dans le passé de faire valoir ses propres intérêts. Ceci est également facilité par un certain nombre de changements importants dans la structure de cette classe ouvrière.

CHANGEMENTS DANS LA STRUCTURE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le premier changement à noter dans la structure de la classe ouvrière est l'importance que la jeunesse y prend. Les rangs de la classe ouvrière industrielle ont été, jusqu'à récemment encore, reconstitués principalement à partir d'une population adulte non salariée, principalement des femmes au foyer, ou par des travailleurs en provenance d'autres branches de l'économie, principalement l'agriculture. Actuellement, l'accroissement de la classe ouvrière provient de plus en plus de la jeunesse, du jeune prolétariat urbain en particulier. Selon L. Danilov, l'afflux de jeunes ouvriers correspondait à 29,1 o/o des besoins de main-d'œuvre entre 1961 et 1965, à 57,3 o/o entre 1966 et 1970, et à plus de 90 o/o dans la période 1971-1975¹. Dès 1970, presque la moitié des ouvriers en Union soviétique était âgée de moins de trente ans. Contrairement à leurs parents, il s'agit d'une classe ouvrière qui n'a pas vécu directement les horreurs de l'époque de Staline. Ils ont de plus grandes aspirations et ont moins peur de les exprimer. Une des conséquences du renouvellement de la classe ouvrière est la formation d'un prolétariat urbain héréditaire. (...)

Au cours des premières années de l'industrialisation, les frontières entre les groupes sociaux étaient très mouvantes. Des couches entières d'ouvriers qualifiés étaient éduquées et recrutées pour des postes de responsabilité dans l'Etat, le parti et les instances économiques. Avec la fin de l'étape d'accumulation primitive et dans le cadre de changements économiques et sociaux de grande envergure, la structure sociale de l'Union soviétique s'est ossifiée et l'avancement social, c'est-à-dire celui qui implique un changement de statut social, s'est ralenti considérablement. Un changement important est constitué par le fait que, contrairement au passé, le moyen de l'ascension sociale ne passe plus par les canaux du seul militantisme mais aussi par le système scolaire. Une éducation supérieure officielle est devenue l'ingrédient indispensable pour accéder à toute fonction élevée. Par ailleurs, les études supérieures sont devenues la chasse gardée des enfants des cadres et de l'intelligentsia. Ces couches assurent donc maintenant leur reproduction en leur sein. Ainsi, les deux tiers des étudiants inscrits à l'Université d'Etat de Sverdlovsk en 1966 se sont déclarés d'origine sociale employée ou cadre. Le chiffre monte à plus de 67 o/o dans le cas de l'Université d'Etat de Voronezh. Le clivage social entre la classe ouvrière et la couche dirigeante s'aiguisé donc.

En même temps qu'ont diminué les possibilités d'accès aux études supérieures pour les jeunes de la classe ouvrière, une révolution s'est produite dans leurs aspirations. Selon une étude sur la jeunesse de Leningrad, "la vie, les projets et les aspirations des jeunes soviétiques se caractérisent par une seule tendance : une volonté de recevoir une éducation supérieure et de se faire une place à eux dans le domaine du travail intellectuel hautement qualifié."² Un nombre de plus en plus grand de jeunes de la classe ouvrière obtiennent leur diplôme de fin d'études secondaires dans le but de trouver une place à l'Université. Mais l'accès aux études supérieures se fait dans un cadre de plus en plus compétitif dans lequel les chances des jeunes issus de la classe ouvrière sont inévitablement de moins en moins grandes. En conséquence, une proportion bien plus grande de jeunes entrant dans la classe ouvrière ont terminé leurs études secondaires. Une étude de 1977 portant sur les ouvriers de l'industrie



Ouvriers soviétiques à la pause.

URSS :

La classe ouvrière soviétique aujourd'hui

Les 2 et 3 novembre se tient à Berne le Symposium de solidarité "Les luttes à l'Est". De nombreuses contributions y seront débattues. Si nous y ajoutons ici celle-ci, c'est qu'elle aborde une question fondamentale : la classe ouvrière soviétique, dont le poids social s'est considérablement renforcé depuis 1917, est mal connue. Comprendre ce qu'elle est, c'est commencer à mieux saisir ce qu'elle peut devenir, les contradictions de la société soviétique et les conflits qui peuvent y surgir demain. Après l'expérience de Solidarność, tout militant du mouvement ouvrier, comme tous ceux qui luttent pour le désarmement comprendront l'importance stratégique d'un changement dans la classe ouvrière d'URSS.

L'article de Bobdan Krawchenko (universitaire canadien d'origine ukrainienne), dont nous publions des extraits, est traduit de la revue américaine Research in Political Economy. On en trouve le texte intégral en français dans Inprecor (No 202, 9 septembre 1985).

Nous publions également une interview de Tamara Samsonowa, militante pour les droits de l'homme en URSS, qui s'exprime sur la lutte de son mouvement.

des machines outils de Leningrad par exemple montre que 70 o/o à 90 o/o des ouvriers en dessous de trente ans ont terminé leurs études secondaires. En offrant aux jeunes de la classe ouvrière une possibilité de promotion sociale, les études supérieures ont joué un rôle important comme soupape de sécurité du mécontentement de la classe ouvrière. Elles ne peuvent plus maintenant jouer ce rôle. (...)

COMMENT FAIRE TRAVAILLER LES TRAVAILLEURS ?

Dans l'administration économique soviétique, la soi-disante "théorie socialiste" du "one-man management" (direction de l'entreprise par un seul homme) est sacrée. Mais il est intéressant de noter que l'écrasante majorité des travailleurs soviétiques mettent en cause cette pierre angulaire de l'administration de l'économie soviétique. Un des rares sondages fait à partir de 900 ouvriers à travers l'Union soviétique et réalisé par les Komsomols (organisation des jeunes du Parti communiste d'Union soviétique) en 1977 étudia l'attitude des travailleurs sur cette question. Les résultats du sondage montraient que "seuls quelques individus isolés s'opposaient à l'idée d'élire la direction de l'entreprise (...) 76 o/o de ceux qui étaient favorables aux élections soutenaient qu'avec un tel système la production serait plus efficace."³

Dans une économie qui n'est pas basée sur le marché et

qui a dépassé le stade de l'accumulation primitive, l'absence d'autogestion est devenue un frein à la poursuite du développement des forces productives de la société. La première tâche de l'industrialisation consistant à emprunter, à imiter, à greffer les éléments les plus importants de la technique capitaliste peut s'accomplir sur la base donnée par l'industrie nationalisée. Mais, plus on va loin et plus l'économie peut contrôler sa propre cadence beaucoup plus que sous le capitalisme. La presse soviétique déplore en permanence la faiblesse de ces normes. Cette situation existe en partie comme le reflet des mécanismes de contrôle social décrits plus haut, à savoir que le haut niveau d'atomisation oblige les travailleurs à avoir un rapport avec leur procès de travail individuel, plutôt qu'avec la production dans son ensemble. Mais cette situation vient aussi du fait que les directeurs d'entreprise en Union soviétique ne possèdent pas de moyens efficaces pour forcer les travailleurs à une production de meilleur rendement. Ni les stimulants matériels, ni

les menaces de licenciements ne peuvent être utilisés, il n'y a pas non plus à ce sujet de véritable sanction économique à une production de mauvaise qualité. Les efforts pour introduire une organisation du travail plus mécanisée ne sont que la tentative du régime pour réduire le contrôle individuel du travailleur sur son procès de travail. Mais, comme nous le verrons plus loin, ces efforts ont leurs contreparties qui limitent ce que les progrès économiques auraient pu accroître.

Le problème, pour le régime, est de savoir comment pousser les travailleurs à produire et il fait partie intégrante du problème plus général de savoir comment harmoniser les intérêts particuliers des individus avec les intérêts généraux de la société. Les stimulants matériels jouent un rôle bien moins important en Union soviétique qu'en Occident. Le "coefficient des différences de revenus" par exemple est tombé de 5,4 en 1946 à 2,6 en 1976. Ceci est dû en grande partie à la suppression graduelle du travail aux pièces à taux de rémunération progressifs, ainsi qu'au fait que les ouvriers atteignent le niveau correspondant au salaire moyen beaucoup plus rapidement que par le passé. Il y a normalement six niveaux de salaires en Union soviétique et la plupart des ouvriers se situent entre le niveau trois et le niveau quatre.

Dans une période de pénurie de main-d'œuvre, la direction est tout à fait prête à proposer des salaires élevés aux travailleurs afin de les attirer. De plus, la soi-disante "émulation socialiste" et les primes des ouvriers représentent une somme tellement insignifiante qu'elles n'ont pas d'importance comme stimulants matériels (en ce qui concerne les directeurs, il en va tout autrement). Il faut souligner également le fait que l'argent joue un rôle tout à fait différent qu'à l'Ouest. Comme il y a une pénurie constante des biens de consommation, l'élite perçoit ses privilèges en grande partie sous une forme non monétaire, par exemple au travers de l'accès à ces biens par des magasins qui lui sont réservés. En bref, le travailleur a peu de stimulants matériels qui l'incitent à travailler dur, au grand regret des milieux dirigeants soviétiques.

De même le travailleur soviétique n'est pas confronté à la menace du chômage. La sécurité de l'emploi représente l'une des dernières conquêtes de la Révolution d'octobre qui n'ait pas été reprise à la classe ouvrière. Selon les propres mots d'un directeur d'usine, "supposons que je punisse un travailleur. Il se sent offensé. Il va chercher un autre travail. Qui va le remplacer? En peu de temps vous avez perdu vos employés."⁴

Il est intéressant de remarquer que plusieurs articles de journaux soviétiques ont démontré à travers des recherches empiriques qu'une certaine forme de contrôle ouvrier est essentielle à l'amélioration de la production. Mais d'un autre côté, le contrôle ouvrier ne peut être introduit sans miner les mécanismes de contrôle social qui permettent au régime existant de rester au pouvoir. Par ailleurs, confrontée aux revendications d'une classe ouvrière importante, de plus en plus jeune et éduquée, la couche dirigeante pourrait avoir de plus en plus de difficultés pour résister aux pressions pour le changement.

Bohdan Krawchenko,
Research in Political Economy

1. L. Danilov, "La diminution du temps de travail annuel comme facteur important de l'utilisation rationnelle des ressources de main-d'œuvre", *Kommunist*, numéro 9, Moscou, 1977.

2. N.P. Konstantinovna, O.V. Stakanova et O.I. Chkaratan, "Changements dans la composition sociale de la classe ouvrière de l'époque du socialisme développé", *Voprosy Istorii*, numéro 5, Moscou, 1978.

3. *Literaturniaia Gazeta*, numéro 8, Moscou, 1977.

4. *Literaturniaia Gazeta*, numéro 25, Moscou, 1978.

«On doit parler au peuple soviétique le langage du socialisme»

* ENTRETIEN AVEC TAMARA SAMSONOWA, MILITANTE POUR LES DROITS DE L'HOMME EN URSS *

La Brèche: Pour vous, l'opposition socialiste en URSS cherche à s'appuyer sur le peuple, tandis que le mouvement des droits de l'homme s'adresse au soutien de l'Ouest. Pouvez-vous l'expliquer?

Tamara Samsonowa: Les socialistes croient à la force du peuple; sans quoi aucun courant socialiste ne pourrait exister. Pour le mouvement des droits de l'homme — dont je fais partie — le problème de ses liens avec le peuple se pose aussi, même fortement pour une part. Ce sont des gens courageux, ils luttent, souffrent, sont jetés en prison — mais beaucoup d'entre eux ne croient pas à la force du peuple. Certains y croient si peu qu'ils parlent du peuple avec mépris. Un tel mépris n'a jamais existé jusqu'ici dans la tradition démocratique et révolutionnaire du peuple russe. Tous les mouvements démocratiques et révolutionnaires antérieurs se sont appuyés, à des degrés divers, sur les masses populaires (...). Le mouvement des droits de l'homme constitue, de ce point de vue, quelque chose d'"original". Ses courants droitiers expriment plusieurs conceptions du peuple. Certains respectent leur propre peuple, ses capacités de promouvoir un changement, et comprennent la nécessité de la démocratie. D'autres pensent qu'une démocratie n'est ni nécessaire, ni utile. Il suffirait de remplacer le régime actuel par un nouveau roi ou un nouveau tsar. Ces conceptions autoritaires, monarchistes, sont particulièrement présentes dans l'émigration.

Prenez Siniawski¹: il a repris l'idée de Tchernischewski mais en la modifiant. Celui-ci disait qu'il faudrait que tous soient esclaves pour que ça change. Siniawski en conclut que le peuple soviétique est incapable à réaliser une démocratie. Il croit que notre peuple est difficile à mobiliser, ne

pense à rien, est satisfait de son sort. Prenez Zinoviev² — je ne sais pas comment qualifier son point de vue. Il dit que le peuple et le parti ne sont qu'un, que le peuple ne veut rien d'autre. Qu'aurait-il besoin d'une démocratie s'il ne pense à rien? Tout le monde serait content, personne ne songerait à résister. Evidemment il n'en est rien.

Les liens avec le peuple sont une question compliquée, mais je pense qu'elle ne peut être résolue que dans le cadre d'une conception socialiste, ou plutôt que c'est la question d'une conception socialiste qui se pose.

* Pourquoi le peuple soviétique ne pourrait-il accepter qu'une alternative socialiste?

— L'émigration identifie — tout comme l'Occident bourgeois — l'URSS avec le socialisme. Quand on leur dit que l'URSS n'est pas socialiste, la question ne les intéresse pas parce qu'ils n'ont aucun intérêt à ce qu'on le dise. Mais le socialisme est international, il ne concerne pas l'URSS uniquement — et ne peut être réduit à elle. Il n'y a pas de socialisme en URSS. Mais le peuple soviétique veut le socialisme. La tentative de construire le socialisme a existé, on ne peut l'effacer. Cette tentative n'a pas été couronnée de succès et ce qui existe aujourd'hui est tout différent. Mais le nouveau système s'est caché depuis toujours derrière des idées, une idéologie, une terminologie socialistes. La génération d'avant la révolution n'existe plus. Toutes les générations suivantes ont été éduquées de manière "socialiste". On ne peut pas simplement dire que le système n'a rien à voir avec le socialisme, le marxisme. C'est bien plus compliqué, il faudrait expliquer en détail quels éléments socialistes ont été maintenus à chaque phase, pourquoi la phase suivante a conservé d'autres éléments. Car la société



Quand le marxisme n'est plus qu'une statue de granit.

aussi a changé. Mais elle se fonde sur une idéologie socialiste, marxiste. Et les gens, formés par cette idéologie, ne peuvent qu'en assimiler les éléments, ne serait-ce qu'à un certain degré. Dans ce sens, notre peuple a été éduqué dans un sens socialiste.

* Est-ce la seule raison pour laquelle le peuple soviétique n'acceptera qu'une alternative socialiste?

— Il y en a d'autres. La plus importante, c'est que le peuple a peine à nouer les deux bouts. La situation économique est actuellement très mauvaise. Mais on ne pourra la résoudre qu'en passant par la société. Les gens ne peuvent concevoir de solution économique dans d'autres catégories. Leur dire: "Tout va mal, le socialisme n'existe pas, invitez des spécialistes capitalistes pour nous aider" est impensable pour les gens, c'est une folie. Il faut analyser ce qu'est devenue cette société. Si on entend par socialisme une société juste, il n'y a pas de socialisme en URSS. Mais cette société présente cependant un mélange complexe d'éléments socialistes et non socialistes. Le peuple ne peut donc réfléchir à partir d'autres catégories. J'insiste, et j'insisterai encore: il n'est pas vrai que le socialisme n'a aucune racine en URSS. Et si une partie de l'intelligentsia est désespérée, il faut — et on peut — parler au peuple le langage du socialisme, à partir de ces conceptions.

* Mais comment l'opposition peut-elle entrer en contact avec la classe ouvrière?

— Certains oppositionnels ou émigrés pensent qu'on doit lui parler religion orthodoxe et de tsarisme. C'est ridicule. Si on dit à un ouvrier, un ouvrier qualifié notamment, qui lit beaucoup: "Regarde le socialisme qu'on a, ce n'est pas le socialisme si les gens sont jetés en prison pour leurs idées; voilà ce qui ne va pas, et ceci, et cela; un véritable socialisme devrait être différent" — c'est un langage que l'ouvrier comprend et qu'il partage.

Mais si on lui dit: "Il nous faut un nouveau tsar", l'ouvrier pensera qu'il a mal entendu, qu'il se retrouve dans une maison de fous. Je le répète: le peuple soviétique a été éduqué dans l'idée du socialisme, il en a été nourri. Et pour devenir capable de changer les choses, en recourant à des méthodes radicales, il ne comprendra que le langage du socialisme. C'est alors qu'il prendra ses propres mesures.

1. Siniawski: militant des droits de l'homme avant son émigration en France. Écrit sous le nom d'A. Terz.

Tchernischewski: écrivain du XIXe siècle qui a eu une grande influence sur les narodniki et même les bolcheviks.

2. Zinoviev: militant soviétique des droits de l'homme, vit en France. Auteur de *Les hauteurs béantes* et *Homo sovieticus*.



Marché kolkhozien libre à Alma-Ata

Fusion Parti socialiste autonome – Parti socialiste tessinois :

Une dot en forme de postes

Voici à peine un an, Dario Robbiani, le chef des socialistes tessinois, annonçait en pleine fête de son parti au Monte Ceneri, devant ses collègues médusés, un accord avec le parti frère du Parti du travail (PdT) et des POCH, le Parti socialiste autonome (PSA). On avait cru à un nouveau coup fourré de ce vieux renard politique. C'est en train de devenir réalité.



Dario Robbiani, quatrième à partir de la droite.

Interfoto

Le 9 septembre dernier, une commission de travail des deux partis a présenté un projet d'accord menant à leur fusion, ou plus exactement à l'entrée du PSA dans le PS. L'accord en cinq points ne dit pas grand-chose. On y parle d'une fraction parlementaire commune dirigée par Martinelli (PSA). Le second point suit logiquement : des listes communes aux élections can-

tonales dans deux ans. Point noir pour le PSA : le mandat de conseiller d'Etat du socialiste de droite Bervini est ainsi assuré. Martinelli renonce expressément à ce poste. Enfin, le cinquième point donne le contenu politique : l'accord se fera dans le cadre du Parti socialiste suisse (PSS). Le conseiller national du PSA, W. Carobbio, compte ses derniers jours dans la fraction

PdT/POCH/PSA et... lui enlève le cinquième élu nécessaire pour former une fraction.

Le PS : tout changer pour que rien ne change

Le document ne dit rien de l'activité de ce nouveau couple. Le PSA rejoint-il le PS, le PS le PSA ou se retrouvent-ils au milieu ? Le PSS, notamment depuis le débat sur la participation au Conseil fédéral, affirme son intégration à l'ordre bourgeois, vante la politique de modernisation du patronat au nom du "progrès" et sa gauche a été mise sur la touche. Au Tessin, il a soutenu le blocage du personnel, les coupes dans les budgets sociaux. Robbiani est l'un des plus farouches adversaires de la gauche dans le PSS. S'il ouvre les bras au PSA, c'est pour neutraliser un concurrent sur sa gauche et poursuivre plus aisément son cours droitier.

Le PSA : du divorce au remariage

Quant au PSA, il n'a pas toujours évolué vers la droite. Exclu du Parti socialiste tessinois en 1969 quand il mit en cause la participation au gouvernement, il a rencontré un fort écho électoral et a su développer une politique active dans les mouvements anti-impérialistes, les actions de locataires, les

luttres ouvrières. Porté par les succès du Parti communiste italien et de l'eurocommunisme, il a formé une alliance avec les POCH et le PdT qui se définissait comme "la gauche non collaborationniste".

Cette coalition comptait gagner sur le PSS avec le développement de la crise. Elle a donc serré de près le PS tout en refusant systématiquement tout travail avec lui. Cette politique lui valut quelques voix, mais pas une percée. Le mouvement ouvrier était trop faible pour porter une rupture massive à gauche. Avec la crise, la réactivation du mouvement ouvrier est même devenue plus difficile. Le PSA n'y était pas préparé et le "pôle non collaborationniste" a commencé à éclater.

Le PSA a priorisé le terrain où son vieux héritage socialiste le tenait encore en vie : le parlement. Et sur ce plan, il s'est vite rapproché de son ancienne famille. Il a revendiqué au Grand Conseil des mesures d'austérité, appelant même l'Américain McKinsey pour épurer les fainéants des services publics. Il finit par (re-)découvrir le vieux allié de toute politique de collaboration de classe : une aile "non corrompue" des radicaux. Il espérait ainsi ravir le Conseil d'Etat aux socialistes en 1983. Mais Martinelli a manqué le fauteuil de quelques voix et le PS a pu y repasser un des siens.

La course aux sièges

Le PS avait ainsi gagné la course. L'enjeu aujourd'hui n'est donc plus que la liquidation des avoirs. C'est ce qu'annonçait en fait Robbiani au Monte Ceneri.

Le PSA ne le conteste pas. Il a soumis l'an dernier une plateforme *Pour le renouveau et l'unité des socialistes*. Dans le cadre du PS car "la gauche a fait, dans le cadre de ce modèle, ses plus importantes expériences et qu'il est donc le seul instrument de mesure et point de référence pour réfléchir aux difficultés de la gauche."

Pour montrer qu'il prenait cela au sérieux, le PSA, dans la foulée d'un Mitterrand ou d'un Craxi, s'est

mis à affirmer que la gauche doit aider à "rationaliser les dépenses publiques", "reconsidérer le rôle dynamique des entreprises" et même unir les forces face à "la déresponsabilisation des citoyens et à la perte de crédibilité de l'Etat".

Mais l'enjeu réel s'est au contraire déroulé en coulisse. Le PSA n'a pas avalé son échec au Conseil d'Etat. Il pensait donc négocier avec le PS son retour contre une candidature de Martinelli au Conseil d'Etat au lieu de Bervini. Mais même en politique la liquidation d'une banqueroute ne fait pas monter les prix : Bervini reste. Et le PSA, aux dernières votations cantonales, a lâché sa propre initiative sur les polycliniques (lancée avec le PSO et le PdT), recommandant même le non et la liberté de vote sur celles du PSO en faveur d'ateliers publics de formation. Au parlement, il n'a plus rejeté le budget et la transparence fut vite oubliée quand il s'est agi de décider qu'on ne pourrait plus consulter les déclarations d'impôts.

Résister au lieu de s'adapter

Cette évolution du PSA ne prête pas à sourire. Toute une génération de militants se voit flouée de ses espérances, son travail réduit à rien. Ailleurs en Suisse des questions analogues se posent. Les grandes difficultés de la gauche poussent à faire le dos rond. Le PSS n'en est pas le seul apôtre. Les POCH aussi cherchent de nouvelles propositions "susceptibles de gagner une majorité" et se mettent à viser leur participation au gouvernement bâlois. Ils viennent de faire liste commune (ce qui se conçoit) avec le PS pour un poste de juge, en acceptant de taire toute critique (ce qui ne se justifie pas) à un parti qui s'affirme toujours plus droitier.

Pour nous, le PSO, il s'agit au contraire de développer une autre politique. Réunir les forces non pour quelques postes de juge ou de gouvernement ou autres sièges, mais pour résister à la politique antisociale de la droite.

F. Osterwalder

Elections genevoises :

GARE AUX SECOUSSES!

Le raz-de-marée des Vigilants (+ 170 o/o de voix !) et la percée écologiste (PEG), faits majeurs du scrutin, auront des répercussions bien au-delà de ces élections au Grand Conseil. La majorité bourgeoise n'est plus majoritaire (46 o/o) pour la première fois depuis les années trente. Mais à l'époque, c'était la gauche socialiste qui lui contestait la place. Aujourd'hui, le "socialisme réaliste" et gestionnaire du Parti socialiste (PS) se solde par un cuisant échec : il passe de 25,5 o/o à 16,8 o/o des voix, perdant un tiers de son électorat. Une saignée aussi grave que le Parti du travail (PdT) voici deux ans, qui, lui, se maintient à 8,2 o/o (contre 10,2 o/o il y a quatre ans).

Ce verdict est grave pour tous les travailleurs parce que cette chute des partis réformistes n'est nullement compensée par une progression de nouvelles forces de la gauche. Les deux listes alternatives, divisées et soumises au poids du "vote utile", totalisent moins de 2 o/o (1,25 au Rassemblement pour une Alternative socialiste, soit grosso modo le même résultat que le PSO il y a quatre ans). La politique de la gauche traditionnelle, prête à "négocier" les licenciements, les coupes dans les budgets sociaux, se solde

par un discrédit sur toute politique anticapitaliste.

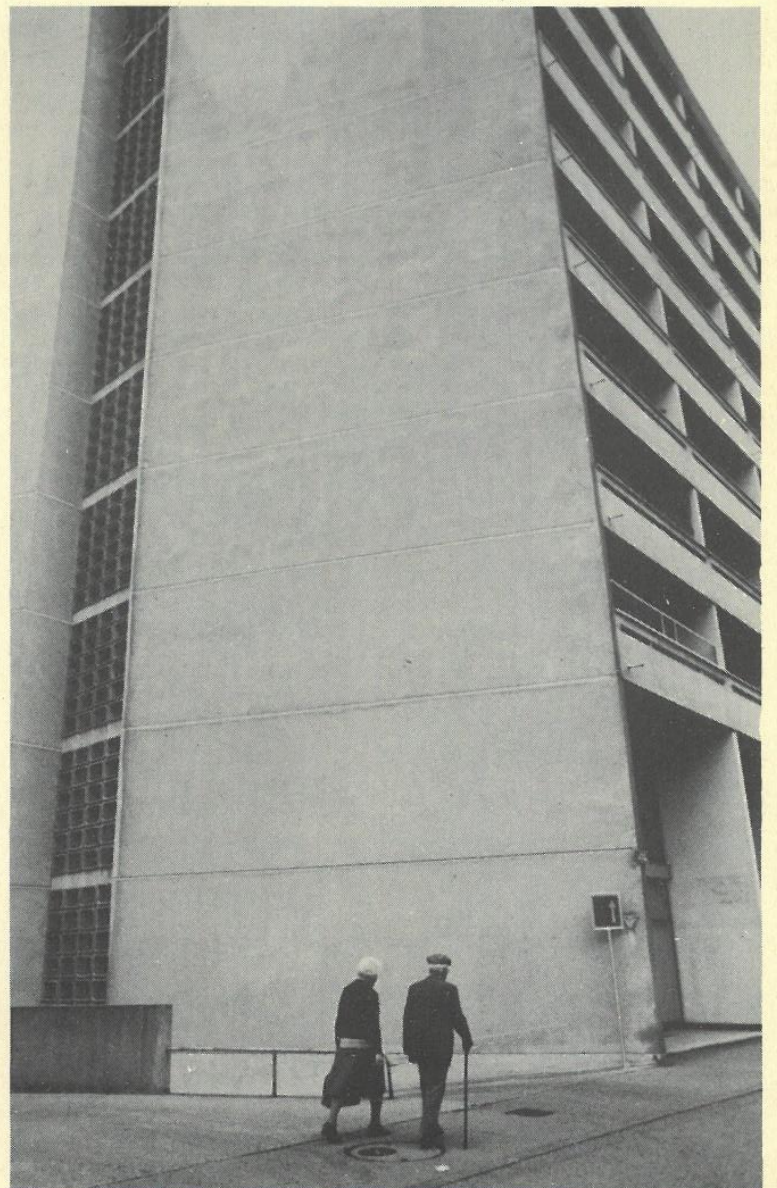
Pas de patte douce

Défendre, dans ces circonstances, à la fois les conditions de vie des salariés (dont beaucoup se tournent vers Vigilance et dont les écologistes ne se soucient pas) et le cadre de vie (souci unique des écologistes) est une tâche très difficile. Et on peut déjà le dire : il faudra pour cela agir hors du Parlement (où la gauche n'a que 26 o/o, avec parfois

le soutien du PEG 34 o/o), dans la mobilisation et l'action unie. Or socialistes et PdT vont en tirer la conclusion contraire et faire patte douce vers un "centre gauche" !

Bien des jeunes ont voté écologistes. Vote d'opposition, porteur d'espoir en un cadre de vie moins anarchique. Mais on jugera le PEG sur l'ensemble de sa politique. Car le raz-de-marée vigilant est l'expression du ras-le-bol contre des loyers à 1500 francs le trois pièces (cuisine comprise, à Genève !) tandis que les salaires stagnent, contre des rentes AVS à moins de 1200 francs, alors que les cotisations maladie grimpent. Pour battre l'extrême-droite, il faut comprendre l'insatisfaction sociale qui se cache derrière la "prospérité helvétique", avancer des solutions solidaires sur le plan social comme en matière écologique. C'est à cette tâche que les forces qui se sont regroupées dans le Rassemblement pour une Alternative socialiste devront s'atteler.

Michel Thévenaz



"Des loyers à 1500 francs le trois pièces."

Interfoto

Après Tunis et l'« Achille-Lauro » :

Tunis, mardi 1er octobre : le quartier général de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) est rasé par un bombardement de l'aviation israélienne. Douze jours plus tard, la chasse aéronavale des Etats-Unis détourne le Boeing égyptien transportant les auteurs du piratage du paquebot italien Achille-Lauro. Seul un aveugle ne lisant pas le braille ne verrait pas le lien entre ces deux événements. Leur objectif : continuer inexorablement à pourchasser l'OLP, courir après la chimère de rendre muette la voix du peuple palestinien. Y compris en piétinant allègrement le droit international. Pour l'Etat d'Israël, c'est pratique courante ; pour les Etats-Unis, c'est la justification publique de cette attitude qui est nouvelle — encore qu'ils aient déclaré il y a peu ne pas reconnaître la validité des jugements de la Cour internationale de justice de La Haye concernant leur politique en Amérique centrale... Cette cohérence politique (là où l'on parle vrai, on l'appelle contre-révolutionnaire) a donné à un problème régional une dimension planétaire. Car le terrorisme d'Etat appliqué alors n'a de sens que s'il s'exerce partout et tout le temps. Comme le souhaite Le Monde, l'action des USA ne se comprend que "si elle inaugure une politique générale de fermeté face au terrorisme et si elle va de pair avec une diplomatie un tant soit peu imaginative" (12 octobre 1985).

Logique du totalitarisme

Autrement dit : du moment que vous avez choisi la politique du gros bâton, ne le lâchez pas et faites ce qu'il faut pour que votre carotte soit appétissante ! Cet enjeu international, même la presse romande l'a ressenti. Ainsi ce ne sont pas les commentateurs attirés de la situation moyen-orientale qui ont pondu leur pensum à cette occasion, mais bien les plumitifs préhistoriques de l'anticommunisme cavernicole. Dans le genre "casqué-botté et j'veux pas avoir une seule tête qui dépasse", la palme revient certainement au *Matin* — de Lausanne — qui, sous la plume d'Exchaquet (chaque fois qu'il croit voir passer la caravane des Rouges, il aboie), s'exclame : "Ah... enfin (...) Washington, ce géant qui se laisse trop souvent marcher sur les pieds, a frappé. Bravo. (...) Certes, la manœuvre des avions américains est inhabituelle. Nul doute que les puristes ou autres tièdes politiciens ne hurleront avec les loups. (...) Heureusement, cette fois le message de la Maison-Blanche aux terroristes est clair : du genre "touchez pas à ma démocratie". (Le *Matin*, 12 octobre 1985.)

Faire de l'approbation du raid américain la pierre de touche de l'opinion démocratique relève en outre d'une pensée clairement totalitaire. Malheureusement pour tous les démocrates du monde, c'est effectivement cette pensée traduite en actes qu'applaudissent tous les fanas de la "légitime défense" au niveau international. Ce faisant, ils jouent sur du velours, car ils en appellent au pire des sentiments humains : la trouille. La trouille de l'autre, de l'opprimé, la trouille de la différence, la trouille de l'impasse dans laquelle les géniaux géo-politiciens américains et israéliens ont mis la Résistance palestinienne. Qui se sent le dos au mur, qui après Sabra et Chatila, Tripoli, septembre noir et tant d'autres massacres estime aujourd'hui qu'il en va de la simple survie du peuple palestinien.

L'assassinat d'un Juif américain paraplégique sur le paquebot Achille-Lauro répond aussi à cette logique de la trouille, simplement inversée. Nous n'en ferons jamais un acte héroïque et encore moins une action politiquement sensée. Plus qu'un crime c'était une faute. Mais que tous ceux qui défendent aujourd'hui le droit d'un Etat à faire de ses intérêts la seule norme internationale prennent garde : le même raisonnement a déjà produit Dachau et Auschwitz.

Eric Peter



Un taux de chômage de 13,4 o/o...

Congrès du Labour en Angleterre :

SUR FOND DE CRISE

Le Parti travailliste (Labour Party) a récemment tenu son congrès. Victoire de Neil Kinnock (leader du parti) et tournant à droite semblent en être les principaux résultats. Mais ces assises du socialisme britannique se sont déroulées sur fond de crise : chômage important, émeutes dans les quartiers pauvres et noirs, appels au respect de "l'ordre" par la droite conservatrice, etc. Face à la crise, le Labour donne une réponse... classique.

Liverpool se trouve au nord de Londres. Une région particulièrement frappée par la crise. L'essentiel des 3,2 millions de chômeurs (13,4 o/o de la population active) s'y trouvent. Dans cette région, selon un travailleur social de Bradford, les jeunes "peuvent tout aussi bien renoncer à toute perspective d'emploi dans cette vie et commencer à penser à ce qu'ils feront dans la prochaine !" (*International Herald Tribune*, 10 octobre 1985)

En 1983, les travaillistes ont conquis la majorité dans cette municipalité, dominée auparavant par les libéraux. Dirigés par une tendance de gauche ("Militant"), les travaillistes avaient alors promis de ne pas réduire l'emploi, ni d'imposer des coupes dans les budgets sociaux. C'est ce que le gouvernement Thatcher n'admettait pas. En décembre 1984, il tenta de briser ces municipalités dominées par la gauche (42) et qui refusaient d'appliquer ses mesures d'austérité. La réaction de Neil Kinnock, chef du Labour et éventuel futur premier ministre, fut déterminante. Pour ne pas effrayer les électeurs, il fallait que ces municipalités contestataires rentrent dans le rang. Seuls les travaillistes de Liverpool refusèrent d'obéir.

Ils avaient un bilan à défendre : augmentation des emplois de la municipalité de 4,2 o/o, construction de 3500 nouvelles maisons, etc. L'endettement de la ville s'était évidemment accru et des pressions toujours plus fortes s'exercèrent sur les conseillers municipaux. Amendes et menaces de destitution ne manquèrent pas.

Kinnock part en guerre

Déjà lors d'un congrès syndical en août dernier, Neil Kinnock avait annoncé la couleur : "Il nous faut dire la vérité aux gens. Il nous faut être des réalistes. Nous ne sommes pas à la marge d'un mouvement comme d'autres, qui ne parlent et s'engagent que dans des causes marginales. Ce sont des sectaires et des diviseurs. Ils veulent détruire et diviser. Si c'est tout ce qui les intéresse, ils peuvent faire cela ailleurs." L'attaque était claire. Elle fut répétée lors du congrès travailliste. Principaux visés : ceux qui font des promesses "impossibles" à tenir, comme à Liverpool. Car la Grande-Bretagne n'aura jamais un gouvernement socialiste si le Parti travailliste n'obtient pas le soutien "de ceux qui ne sont pas pauvres, pas au chômage, pas l'objet de la répression", déclara Kinnock. Attaqué pour l'abandon de ses idées socialistes, il répondit : "Le public britannique veut savoir que notre idéalisme n'est pas la folie, notre engagement pas l'extrémisme." (*International Herald Tribune*, 2 octobre 1985)

Ce tournant à droite du Parti travailliste, qui encore en 1981 avait failli connaître une victoire de l'extrême-gauche en son sein, est le reflet d'un phénomène plus profond.

La crise et sa gestion

Frappée par sa plus grande crise depuis les années trente, l'Angleterre a connu ces dernières années

tant un mini-boom qu'un approfondissement de toutes les inégalités régionales et sociales. Ainsi la part des profits industriels et commerciaux dans le produit national est passée, de 1979 à 1983, de 13,5 o/o à 16,7 o/o. Cette redistribution favorable aux revenus du capital a également été suivie par une accentuation des différentiations salariales dans la classe ouvrière. Des fossés de plus en plus profonds sont apparus entre le sud du pays (salaires plus élevés, chômage moindre, mortalité infantile la plus basse) et le nord, le Pays de Galles et l'Ecosse.

Or, contrairement à ce que l'on croit communément, la base électorale du Parti conservateur est relativement limitée. Sa victoire fut essentiellement le fruit de la division entre travaillistes et l'alliance libérale/sociale-démocrate. A l'approche des prochaines élections, la nervosité dans les milieux financiers et la haute bourgeoisie face aux dangers d'explosions sociales augmente. Les récentes révoltes dans des quartiers populaires noirs n'ont jamais existé, même durant les moments les plus durs de la crise des années trente. Ils constatent donc un effritement des structures d'intégration et du tissu national et se demandent qui pourra remplacer Mme Thatcher et empêcher le pire. L'alternative travailliste est une carte possible. A condition que le Labour fournisse des gages sérieux, qu'il accepte d'avance de gérer la crise et d'appliquer l'austérité.

Voilà tout le sens du tournant brutal que Kinnock a imprimé lors du dernier congrès travailliste. En effet, le principal obstacle à une telle stratégie électorale est l'existence d'une opposition de gauche en son sein. Le congrès a permis de faire un bout de chemin sensible dans la marginalisation de celle-ci.

A. Meylan

Afrique du Sud :

«LE BOYCOTT DOIT ÊTRE TOTAL»

* ENTRETIEN AVEC INDRES NAIDOO, MEMBRE DE L'ANC *

Le mouvement antiapartheid de Suisse a déposé sur le bureau des Chambres fédérales une pétition de 17 000 signatures pour des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Comme l'explique ici Indres Naidoo, le boycott du régime d'apartheid et le développement du mouvement de solidarité sont indispensables pour ceux et celles qui luttent en Afrique du Sud. Indres Naidoo, d'origine indienne, est bien placé pour en parler. Membre de l'ANC (Congrès national africain), il a été arrêté en 1963 suite à une tentative de sabotage et a été condamné à dix ans de prison. Il a passé la plupart de ces années à Robben Island où est incarcéré Nelson Mandela. Un livre est paru en anglais qui raconte ces années terribles¹. *La Brèche* a rencontré Indres Naidoo et s'est entretenue avec lui sur la situation présente.

La Brèche : Comment juges-tu la situation actuelle en Afrique du Sud ? Peut-on entrevoir la chute du régime ?

Indres Naidoo : On me pose souvent cette question. Aucune révolution n'a un horaire fixé par avance. Par contre, il est certain que cette

C'est une lutte contre l'apartheid, mais aussi contre l'oppression et l'exploitation impérialiste. Il ne s'agit pas d'un conflit des Noirs contre les Blancs. On trouve une petite minorité de Blancs qui militent à nos côtés, qui bravent la prison et la mort. Il existe même des leaders antiapartheid blancs.

tales semblent inquiètes. Elles sentent bien que le régime actuel est à la dérive et elles aimeraient voir se dessiner une alternative autre que celle représentée par l'ANC.

Sans cette aide occidentale, la minorité blanche ne pourrait pas se maintenir au pouvoir. Il faut voir le standing de vie de cette minorité. Chaque Blanc, y compris les travailleurs, peut s'offrir sa villa, ses domestiques, sa voiture. C'est pour défendre tout cela qu'ils sont prêts à se battre. On estime qu'il y a 1,5 fusil par personne au sein de la communauté blanche : plus d'armes que de gens !

*** Où sont les contradictions les plus explosives du régime d'apartheid ?**

— Ce régime engendre des inégalités flagrantes. À côté d'une minorité blanche qui vit dans le luxe, les Noirs subissent la misère, la malnutrition et l'analphabétisme. Et on



Manif de solidarité avec la lutte antiapartheid à Berkeley aux Etats-Unis.

n'a été vrai que deux fois dans l'histoire du pays. À ce sujet du reste, signalons que l'Afrique du Sud est le pays du monde dit "libre" qui détient le record des peines capitales. Inutile de dire que la majorité des victimes sont de couleur...

Concernant les contradictions, en voici en tout cas deux. Pour maintenir la suprématie blanche, le régime a réservé les meilleurs postes de travail (qualifiés et bien payés) aux Blancs. Mais ce système, s'il assure une abondante main-d'œuvre noire non qualifiée et sous-payée, a aussi créé une pénurie artificielle de force de travail qualifiée. Les Blancs n'étant pas assez nombreux, il faut faire venir à grands frais des Européens qualifiés pour occuper ces fonctions réservées. Ces travailleurs sont beaucoup plus chers et les entreprises, en particulier les multinationales, font pression sur Botha pour qu'il assouplisse le système et permette l'embauche de Noirs qualifiés.

Autre exemple. Pour empêcher l'organisation des Noirs, le pouvoir raciste a quasiment interdit les syndicats en imposant des conditions inacceptables. Notamment l'obligation de déclarer les membres. Mais des syndicats semi-légaux ont néanmoins émergé et entreprennent des grèves sauvages, des boycotts ou d'autres actions de résistance. Ainsi les directions d'entreprises n'ont officiellement pas d'interlocuteurs "valables" en face d'elles. Plusieurs préféreraient pouvoir négocier avec des syndicats légaux et reconnus plutôt que d'être à la merci de grèves sauvages, quitte à être contraintes d'améliorer les conditions de travail et de salaire.

*** Une solution négociée est-elle encore possible ?**

— L'ANC s'est toujours déclaré prêt à négocier. Il pose cependant des conditions : la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, y compris Nelson Mandela ; la levée de l'interdiction qui frappe l'ANC ; le retour de tous les exilés ; l'engagement de négociations pour le démantèlement de l'apartheid. Aussi longtemps que ces conditions ne seront pas satisfaites, nous continuerons à nous battre.

*** Qu'en est-il des discussions qui ont eu lieu à la mi-septembre en Zambie entre des hommes d'affaires sud-africains de premier plan et des responsables de l'ANC ?**

— Il y a quatre ans, ces industriels n'auraient jamais songé à rencontrer nos dirigeants. À présent, ils sont inquiets pour l'avenir et sentent le vent tourner. En tout

A ROBBER ISLAND

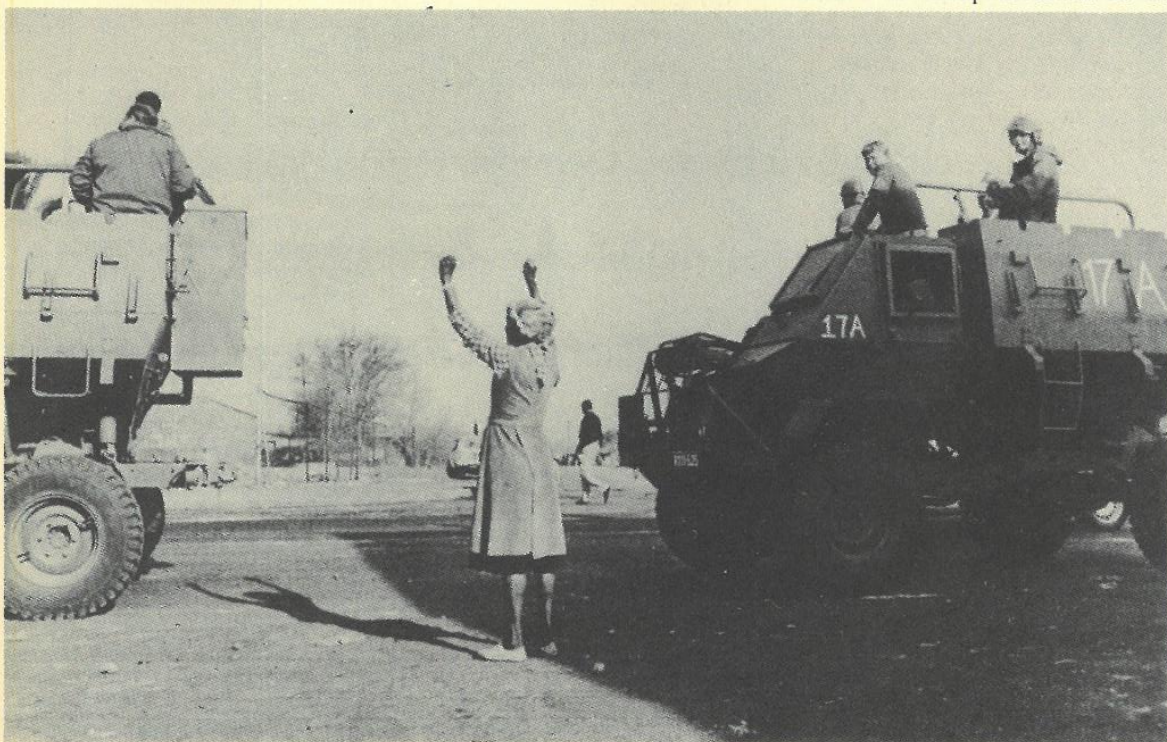
C'est sur cette célèbre île pénitentiaire que sont enfermés les détenus politiques, dont Nelson Mandela, ainsi que des droits communs. Les gardiens empêchent tout contact entre ces deux groupes en racontant aux droits communs que les politiques sont de véritables brutes sanguinaires. Or le hasard a voulu qu'un de ces ex-gardiens purge un temps de prison dans la section des politiques. Il en était complètement terrorisé. Il s'aperçut alors que, contrairement aux droits communs où les bagarres étaient fréquentes, il régnait une ambiance de solidarité, les gens s'entraident et partageant tout ce qui était possible. Abasourdi en plus de constater que les plus respectés étaient justement les condamnés pour menées communistes. Jusqu'à ce jour, cet ex-gardien était persuadé que communisme et diablerie étaient identiques. Instruit par cette expérience, cet ex-gardien a tourné sa veste et est devenu un militant anti-apartheid convaincu.

cas, dans un communiqué, ils ont dit avoir eu un entretien constructif et ont trouvé les dirigeants de l'ANC raisonnables.

*** Penses-tu que l'arme du boycott est efficace pour votre combat ?**

— Nous sommes absolument en faveur du boycott le plus total de l'Afrique du Sud, également de la part de la Suisse. Il faut faire tout ce qui est possible pour renforcer le mouvement antiapartheid et forcer les gouvernements à cesser leur soutien au régime raciste. Le boycott doit être économique, militaire et politique. Il faut retirer les investissements d'Afrique du Sud, rompre les relations diplomatiques, culturelles, sportives, etc. J'insiste aussi sur l'importance, pour les prisonniers politiques, des campagnes de solidarité, en Europe ou ailleurs, des pétitions et des manifestations pour leur libération. Le fait de savoir que 100 personnes se sont mobilisées pour eux dans une ville suisse représente un véritable encouragement. Ils sentent que c'est un soutien à leur lutte, qu'ils ne sont pas seuls.

Propos recueillis par
Anne Spagnoli



Vie quotidienne à Soweto.

lutte ne s'arrêtera pas avant l'écroulement du régime actuel. Je pense qu'on assiste maintenant au début de la fin. Le fait que le pouvoir raciste continue de tuer des centaines de jeunes Noirs, qu'il emprisonne à tour de bras, qu'il proclame l'état de siège et fasse des déclarations fracassantes sur sa détermination à maintenir son pouvoir n'y changera rien.

À l'inverse, il y a des Noirs qui collaborent avec le régime raciste, qui portent l'uniforme des flics et participent à la répression. Je disais que c'est aussi une lutte contre l'impérialisme. L'Europe occidentale et les Etats-Unis soutiennent le régime de Botha — financièrement, économiquement, militairement — malgré leurs déclarations contre l'apartheid. Les puissances occiden-

ne peut pas effacer ce scandale en disant qu'ailleurs, en Afrique, les Noirs sont aussi mal lotis. En Afrique du Sud, un Blanc gagne en moyenne dix fois plus qu'un Noir ; la ségrégation est inscrite dans la Constitution, elle se manifeste dans tous les domaines de la vie. Par exemple : le viol d'une Blanche par un Noir est toujours puni par la peine capitale, alors que l'inverse

1. *Island in Chains*. Penguin Books, 278 pages.

Débat pour une presse alternative

L'existence des journaux alternatifs et de contre-information semble très difficile en Suisse romande. Après l'échec de *Tout va bien* (TVB hebdo) il y a quelques années, voici que le *Rebrousse-poil* (RP-mensuel), organe de contre-information non violent et écologique, connaît lui aussi de graves difficultés. Ses responsables ont décidé d'interrompre, en tout cas provisoirement, sa publication. Ceci pose toute la question de la viabilité d'une presse alternative qui ne dispose pas, contrairement aux grands groupes de presse, de moyens importants. La Brèche a rencontré Jean-Philippe Jeannerat, éditeur responsable de RP-mensuel, pour en débattre.

La Brèche: Retracer-nous en quelques mots "l'aventure" de RP-mensuel et les objectifs que vous vous étiez fixés ?

J.-Ph. Jeannerat: Le RP date d'il y a une dizaine d'années. Il est né de la fusion de deux journaux antimilitaristes et pacifistes: *Combat non-violent* et *Le résistant à la guerre*. Ces deux journaux éprouvaient des difficultés à toucher un public plus large et ont donc fusionné, ce qui a donné naissance à RP. Le journal a fonctionné pendant huit ans avec un fort groupe de bénévoles (10 à 15 personnes) et deux secrétaires touchant des salaires militants. Il y a deux ans nous avons pensé — parce que nous étions

frappés par l'expérience de TVB hebdo et parce que nous avions fait le tour de nos cercles sympathisants — qu'il fallait faire un journal moins militant, c'est-à-dire moins "amateur". Dans le même temps, nous avons également tenté un élargissement sur le plan des contenus. D'où l'introduction de la trilogie: "non-violence, contre-information et écologie". D'après nos plans, le journal aurait dû s'ouvrir petit à petit à un public plus vaste que celui proche des organisations pacifistes. C'est ce virage que nous n'avons pas vraiment réussi.

* Alors pourquoi cet échec, ou plutôt ce demi-échec puisque vous arrêtez temporairement la publication ?

— Nous ne parvenons pas à tourner financièrement. Nous accumulons par année un déficit d'environ 10 000 francs. Ou nous trouvons, sous forme de dons ou de sponsoring, une somme importante nous permettant de remettre à flot notre caisse; ou il nous fallait cesser la publication pour inventer de nouvelles formes de financement. Nous avons choisi cette dernière solution. Les dons, qui éventuellement auraient été trouvés, ne garantissent pas à long terme un journal plus fort. Il fallait donc repenser son financement de fond en comble. En plus, dans l'équipe, il y a eu de nombreuses mutations. Ainsi nous avons décidé de tout arrêter, mais en précisant bien à nos lecteurs que c'était provisoire et que nous allions, avec eux, réfléchir aux formes et moyens pour mettre en place un journal beaucoup plus indépendant.

* Quel est le bilan que vous tirez à propos de l'existence d'une presse alternative et d'opposition en Suisse? Question d'autant plus légitime lorsqu'on connaît le climat politique peu stimulant de ce pays et lorsque l'on rappelle la quasi inexistence d'une tradition de presse alternative.

— D'un côté, en Suisse romande, nous avons un marché très petit, de l'autre il y existe un grand nombre d'organes de presse. Egalement pour ce qui est alternatif ou oppositionnel à un titre ou à un autre. La plupart des bulletins qui sortent régulièrement sont des organes d'associations ou d'organisations. De ce fait, ils sont extrêmement ciblés et n'ont pas une capacité de pénétrer l'opinion publique alors même

que chaque organisation le voudrait bien. A RP, par exemple, nous n'avons jamais pu mener une véritable promotion du journal. Or ça pose un vrai problème. La masse des bulletins centrés sur un thème, centrés sur une organisation ou une association est tellement grande que peu de gens souhaitent s'abonner à la totalité de ceux-ci...

* ... et l'absence de tradition dans ce domaine? En Suisse, on imagine difficilement un organe du type *Canard enchaîné* comme en France.

— Sans aucun doute. Le *Canard enchaîné* est une véritable institution en France. Mais il est né dans un pays où la tradition du débat politique est infiniment plus présente que chez nous. Considérons l'abstentionnisme qui prévaut ici et qui s'observe aussi dans les milieux critiques. A partir de là, il faut absolument parvenir à se profiler — et c'est l'atout du *Canard enchaîné* — comme étant indépendant de toute association faisant la vie politique dans le pays. Ce qui n'est pas le cas des journaux qui pour l'heure tiennent le mieux et qui à mon sens ne parviendront pas à dépasser de façon sensible le cercle de leurs lecteurs actuels. Je pense à la *Voix Ouvrière* — qui semble quand même en perte de vitesse — à *La Brèche*, à *Domaine public*.

* Que faire alors pour sortir de son cercle de lecteurs, pour mordre quelque peu sur un public plus large ?

— Il faut complètement repenser le modèle d'organisation d'une telle presse. En Suisse romande, je pense parfaitement possible la création d'un hebdomadaire réunissant 5 000 abonnés, prêts à payer 200 francs par an pour recevoir un journal indépendant. Indépendant des puissances d'argent bien sûr, mais aussi des organisations et associations politiques. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aurait pas de sympathie et d'ouverture à leur égard. Un journal qui ferait une large place à la culture considérée sous ses aspects novateurs, ses aspects de transformation de la réalité. Il s'agit en fait de formuler un projet d'indépendance cohérent et crédible vis-à-vis d'un public multiforme, difficilement saisissable mais rassemblable sur un objectif tel que celui-ci.

Propos recueillis par P. Girardet



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

TV romande
me 23 octobre, 22h: "Peter Wyssbrod en direct dans nos studios...": une création vidéo (64') de Frédéric Gonseth d'après les spectacles de Peter Wyssbrod.

NYON Aula du Collège de Nyon
me 23, je 24 oct., 20h: *Echec à la haine*, création des élèves de l'Atelier de théâtre du Collège secondaire de Nyon. Création collective de 58 élèves, mise en scène de Danielle Baudraz, cette pièce montre que l'autre n'est pas un adversaire à abattre mais un ami à qui tendre la main, dont on respectera les différences (de race, de nationalité, de culture, de religion, de santé physique ou mentale...). Entrée Fr. 5.—, Fr. 10.—. En première partie *Passionément*, création collective du groupe de danse Improvisation — Alpha.

LAUSANNE et VAUD
Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon
di 3 nov., 20h30, Salle Paderewski: *Loulou*,

de G.W. Pabst (1928), avec Louise Brooks. En hommage à Louise Brooks, morte le 8 août 1985.

L'Echandole, Château d'YVERDON
je 24, ve 25, sa 26 oct., 20h30: *Toto la Monposina* (chanteuse colombienne). Fr. 15.—, ét., appr. 10.—.
du je 31 oct. au di 3 nov., 20h30: *Pep Bou*, dompteur de bulles de savon, dans "Bufaplanètes". Fr. 15.—, ét., appr. 10.—. (024) 21 47 74.

Cinéma de la Grande Salle, Chexbres
ve 25, sa 26 oct., 20h30: *La forêt d'émeraude*, de John Boorman (USA, 1985). ma 29, me 30, 20h30: *Meurtre dans un jardin anglais* (*The draughtsman's contract*), de P. Greenaway (GB, 1982). Entrée Fr. 5.—, je 31 oct., sa 1er, di 2 nov.: *Fête du cinéma*. je 31, 17h: *West Side Story*, de R. Wise et J. Robbins (USA, 1962). je 31, 20h30: *L'angoisse du gardien de but au moment du penalty*, de Wim Wenders (RFA, 1971). ve 1er, 17h: *20 000 lieues sous les mers*, de R. Fleischer (USA, 1954). ve 1er, 20h30: *Alice dans les villes*, de Wim Wenders (RFA, 1974). sa 2, 14h: *20 000 lieues sous les mers*. sa 2, 17h: *West Side Story*. sa 2, 20h30: *Faux mouvement*, de Wim Wenders (RFA,

GENÈVE

MJC Saint-Gervais, 5, rue du Temple
du je 24 oct. au sa 9 nov., de 17h à 21h, sa de 14h à 21h: *Hiroshima Nagasaki plus jamais*, exposition d'œuvres réalisées par les survivants dans les années qui suivirent le bombardement, de photographies et de projections vidéo.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes
ve 25, sa 26 oct., 21h: "Carte blanche à Christian Oestreicher" par le *Mega Wave Orchestra*. ve 1er nov., 21h: *Moncef Genoud Quartet*. sa 2 nov., 21h: *Red Twist Tuned Arrow*. ma 5 nov., 21h: *Vienna Art Orchestra*. Org.: AMR.

Et sur les écrans romands, un magnifique film grec, *Rembetiko*, de Costas Ferris. Ce film retrace l'histoire d'une chanteuse de Rembetiko (le "blues" des Grecs d'Asie mineure) et à travers son destin l'histoire de la Grèce de 1917 à 1956. Et *Reds* (*Les rouges*), de Warren Beatty, est de retour (d'après "Dix jours qui ébranlèrent le monde", de John Reed). Et toujours *Ran*, de Akira Kurosawa (Japon, 1985).

SIDA :

Une maladie spectacle

Une nouvelle "lèpre" ravage le monde. Pas un jour sans que les médias n'apportent de "fracassantes" révélations à son sujet. Car le SIDA n'est pas seulement un thème porteur pour les fans du scoop, mais aussi une espèce de gros bâton brandi par les tenants de la morale la plus réactionnaire dans leur bataille pour "une éducation propre en ordre". Qu'on pense aux campagnes de la "moral majority" aux Etats-Unis. Mais qu'en est-il exactement ? Jean-Jacques Laredo a rencontré le docteur Willy Rosenbaum, attaché des hôpitaux de Paris, spécialiste des maladies infectieuses et de la santé publique. L'essentiel de ses activités est orienté sur l'étude du SIDA. Il fait ici le point sur cette maladie dont on parle tant.

* Depuis que le SIDA est identifié et qu'il connaît un impact dans les médias, chacun y va de son opinion. Qu'en est-il en réalité parmi les vérités et les contre-vérités ?

— La vraie question est de savoir si la façon dont on parle de cette maladie aujourd'hui est justifiée, et si elle l'est à quel niveau. Il y a deux aspects. Un aspect quantitatif en termes de santé publique. En cas cumulatifs, c'est-à-dire depuis que la maladie a été identifiée en 1981, on recense aux Etats-Unis un peu plus de 12 000 cas à ce jour, en Europe 1250 cas, en France environ 400 cas. Ce sont les cas cumulatifs. Pour cette année, 1985, en France on s'attend à peu près à 300 cas¹.

années. Il est très vraisemblable que la courbe de croissance ralentisse, c'est un fait propre à toutes les épidémies. Maintenant on sait qu'il y a des raisons liées directement au mode de transmission de la maladie. Une fois les populations les plus exposées couvertes, ensuite l'épidémie va se disperser de manière beaucoup plus lente. (...)

— Quelqu'un peut avoir rencontré un agent infectieux capable de donner la maladie et ne pas manifester la maladie. Par exemple, pour la tuberculose, on sait qu'il y a des gens qui font une primo-infection, un virage de cuti, des gens qui font une tuberculose pulmonaire, d'autres enfin qui font une méningite tuberculeuse et en meurent. Donc pour le même agent on peut avoir des manifestations très différentes. C'est la règle. C'est vrai pour l'hépatite B dont on peut avoir le virus sans s'en apercevoir. Il passe puis on trouve des anticorps à l'occasion d'un examen. C'est ce qu'on appelle des porteurs asymptomatiques. C'est la majorité des gens. Seule une infime minorité des gens font une maladie grave.

charge. Exemple pour l'hépatite B, quelqu'un dont on sait qu'il a l'anticorps HBs, on peut lui dire qu'on n'a plus besoin de le revoir. On n'a pas l'équivalent aujourd'hui pour le virus LAV. On est donc obligé de dire aux gens : "Revenez dans trois mois."

Il y a plusieurs problèmes dans cette histoire (...). Deux choses me paraissent évidentes. C'est une maladie nouvelle pour les médias par rapport aux maladies des pays occidentaux. Nouvelle aussi parce que c'est manifestement une maladie qui touche à des domaines "troubles". Mêler aujourd'hui le sexe, la mort est une recette intéressante et si on y mêle en plus l'homosexualité, la toxicomanie, tous les marginaux de la terre, cela devient extraordinaire. Ce qu'on oublie, c'est que les marginaux de la terre ne sont pas ceux qu'on pense. A l'échelle de la planète, les marginaux c'est nous, au sens strict du terme. Les riches ne sont pas les plus nombreux, ça se saurait ! Ce qu'on oublie aussi, c'est que de toute façon ce sont les marginaux qui paient le prix le plus lourd dans toutes les maladies.

200 fois plus dangereux !

Toute l'agitation entretenue autour du SIDA permet notamment de camoufler les vrais problèmes de la santé publique. Rappelons quelques données, aujourd'hui banalisées, concernant les causes de décès en 1984 et en Suisse :

SIDA	env.	20 décès
travail (accidents + maladies)	env.	300 décès
alcool		1200 décès
route		1300 décès
stress (suicides)		1600 décès
tabac		4500 décès

Ainsi le tabac tue **200 fois plus** que le SIDA. A quand une véritable campagne sur les dangers du tabac et ses victimes ?

cette maladie dans le budget d'une firme. On dit qu'il y a vingt millions de tests par an qui vont être vendus mais il y en a cinquante millions pour l'hépatite B. Est-ce que c'est un gros marché, je ne sais pas. Il y a des vaccinations contre la rougeole, ça n'empêche

LE MÉCANISME DU VIRUS

Le sigle SIDA désigne le syndrome immuno-déficitaire acquis, autrement dit l'ensemble des symptômes que présentent des personnes dont les défenses naturelles face à des agressions, infectieuses par exemple, sont affaiblies par un agent extérieur. En l'occurrence cet agent est un virus, appelé en France où il a été identifié en 1981 virus LAV et HTVL III aux Etats-Unis.

Le système immunitaire fonctionne de la façon suivante. Quand un virus pénètre dans un organisme sain, il est identifié par des cellules appelées macrophages, qui donnent l'information à une autre cellule appelée lymphocyte T. Le lymphocyte T activé se multiplie et donne naissance à des cellules-filles, dont certaines stimulent à leur tour un autre type de lymphocyte appelé B. Ces derniers se multiplient et produisent les anticorps qui attaquent et détruisent le virus.

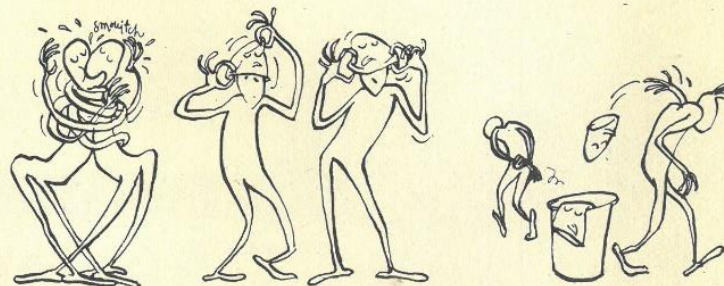
Dans le cas du virus du SIDA, cette réaction ne se produit pas : le virus LAV atteint les lymphocytes T en leur ôtant la capacité de reconnaître les substances étrangères à l'organisme et en les transformant en usine à reproduire le virus. Donc les cellules T atteintes ne sont plus aptes à combattre l'infection et contaminent les cellules T non atteintes.

La transmission se fait quasi exclusivement par deux voies : sexuelle et sanguine. Pour la première, la contamination a lieu lors de rapports sexuels, qu'ils soient homo- ou hétérosexuels. Les partenaires habituels des malades atteints du SIDA sont porteurs d'anticorps antiviral LAV dans 70 o/o des cas — ce qui en laisse 30 o/o sans trace du virus —, ce qui ne veut pas dire qu'ils réaliseront le tableau complet de la maladie dans sa forme grave.

Pour ce qui est de la présence du virus du SIDA dans la salive ou dans les larmes, elle ne témoigne que du contact entre cette personne et le virus. Cela ne signifie ni que la personne est malade ni qu'elle soit contagieuse. Le SIDA n'apparaît donc pas comme une maladie particulièrement contagieuse.

Les recherches d'un traitement sont orientées pour l'instant vers des substances capables de bloquer le développement du virus. Il existe aussi à côté du traitement des recherches pour mettre au point un vaccin, qui serait donc préventif.

J.-J. L.



Il y a dans cette maladie suffisamment d'ingrédients pour que les médias en parlent quotidiennement, il y a chaque jour des raisons de faire des scoops sur cette maladie. Récemment, c'était l'histoire de l'enfant admis dans une école. On ne sait d'ailleurs pas ce qu'en pensent les médias.

* Le développement de la recherche sur le SIDA a vu s'exacerber une concurrence franco-américaine. Est-ce que cela vous a surpris ?

— Je ne suis ni économiste ni financier et je suis incapable d'évaluer la part du marché que peut prendre l'aspect diagnostic de

qu'elle est l'une des premières causes de mortalité chez les enfants de un à quatre ans dans le tiers monde. Ce qui est évident, c'est que les firmes s'intéressent au SIDA pour les mêmes raisons que les médias, parce que c'est un sujet porteur.
(...)

Propos recueillis par
Jean-Jacques Laredo
(tiré de *Rouge*, No 1176,
19/25 septembre 1985)

1. En Suisse, à la fin septembre 1985, le nombre total de personnes atteintes par le SIDA s'élevait à 77, dont 39 sont décédées.